

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 1380

[2012/202622]

## 26 AVRIL 2012. — Décret modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article L1121-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation est complété comme suit : « ainsi que du président du conseil de l'action sociale, si la législation qui lui est applicable prévoit sa présence au sein du collège communal ».

**Art. 2.** Dans l'article L1121-3, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> phrase, du même Code, les mots « précédant celle » sont supprimés.

**Art. 3.** L'article L1122-5 du même Code, remplacé par le décret du 8 décembre 2005, est remplacé par ce qui suit : « Le membre du conseil qui perd l'une ou l'autre des conditions d'éligibilité ne peut plus continuer l'exercice de ses fonctions.

Le collège en informe le conseil et l'intéressé. Celui-ci peut communiquer, au collège, dans un délai de quinze jours, ses moyens de défense. Le conseil prend acte de la perte de l'une ou l'autre des conditions d'éligibilité et constate la déchéance de plein droit. Il procède au remplacement du membre concerné.

Un recours, fondé sur l'article 16 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, est ouvert contre cette décision. Il est introduit dans les huit jours de sa notification.

Si, ayant connaissance de la cause de sa déchéance, même en l'absence de toute notification, l'intéressé continue l'exercice de ses fonctions, il est passible des peines prévues par l'article 262 du Code pénal. »

**Art. 4.** L'article 1122-6 du même Code, modifié par le décret du 8 décembre 2005, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L1122-6. § 1<sup>er</sup>. A l'occasion de la naissance ou de l'adoption d'un enfant, le conseiller communal peut prendre congé. Il notifie son congé au collège communal par écrit en indiquant la date de début et de fin. La durée du congé est de maximum 20 semaines. Il prend fin au plus tard 20 semaines après la naissance ou l'adoption.

§ 2. A l'occasion du congé visé au § 1<sup>er</sup>, le conseil communal procède au remplacement du conseiller communal pour la durée du congé si la majorité des membres du groupe auquel il appartient le demande.

§ 3. Il est remplacé par le suppléant appartenant à sa liste et arrivant le premier dans l'ordre indiqué à l'article L4145-14, après vérification de ses pouvoirs par le conseil communal.

§ 4. Le § 1<sup>er</sup> s'applique à partir de la première séance du conseil communal suivant celle au cours de laquelle le conseiller communal empêché a été installé. »

**Art. 5.** Dans l'article L1122-7, § 1<sup>er</sup>, du même Code, modifié par le décret du 8 décembre 2005, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Le président d'assemblée visé à l'article L1122-34, § 3, perçoit un double jeton de présence par séance du conseil communal qu'il préside. Il ne reçoit aucun autre avantage ou rétribution. ».

**Art. 6.** Dans l'article L1122-10 du même Code, le § 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Les conseillers ont le droit de poser des questions orales d'actualité et des questions écrites au collège communal sur les matières qui relèvent de la compétence :

1° de décision du collège ou du conseil communal;

2° d'avis du collège ou du conseil communal dans la mesure où cette compétence a un objet qui concerne le territoire communal.

Le règlement d'ordre intérieur fixe les modalités d'application du présent article. »

**Art. 7.** Dans le même Code, l'article L1122-14, dont le texte actuel formera le § 1<sup>er</sup>, est complété par des §§ 2, 3, 4, 5 et 6 rédigés comme suit :

« § 2. Les habitants de la commune peuvent interpeller directement le collège en séance publique du conseil communal.

Sont des habitants au sens du présent article, toute personne physique de dix-huit ans accomplis inscrite au registre de la population de la commune depuis six mois au moins, ainsi que toute personne morale dont le siège social ou d'exploitation est localisé sur le territoire de la commune et qui est représentée par une personne physique de dix-huit ans accomplis.

§ 3. Le texte intégral de l'interpellation proposée est adressé par écrit au collège communal.

Pour être recevable, l'interpellation remplit les conditions suivantes :

1° être introduite par une seule personne;

2° être formulée sous forme de question et ne pas conduire à une intervention orale de plus de dix minutes;

3° porter :

a) sur un objet relevant de la compétence de décision du collège ou du conseil communal;

b) sur un objet relevant de la compétence d'avis du collège ou du conseil communal dans la mesure où cette compétence a un objet qui concerne le territoire communal;

4° être à portée générale;

5° ne pas être contraire aux libertés et aux droits fondamentaux;

6° ne pas porter sur une question de personne;

7° ne pas constituer des demandes d'ordre statistique;

8° ne pas constituer des demandes de documentation;

9° ne pas avoir pour unique objet de recueillir des consultations d'ordre juridique.

Le collège communal décide de la recevabilité de l'interpellation. La décision d'irrecevabilité est spécialement motivée en séance du conseil communal.

§ 4. L'interpellant expose sa question en séance publique à l'invitation du président du conseil dans le respect des règles organisant la prise de parole au sein de l'assemblée et dans le temps imparti au § 3, 2°.

Le collège communal répond aux interpellations.

L'interpellant dispose de deux minutes pour répliquer à la réponse, avant la clôture définitive du point de l'ordre du jour.

Les interpellations sont transcrites dans le procès-verbal de la séance du conseil communal. Il est publié sur le site *internet* de la commune.

§ 5. Une commission communale des requêtes peut être mise en place pour donner suite aux interpellations introduites conformément à l'article L1122-34, § 1<sup>er</sup>.

§ 6. Le règlement d'ordre intérieur fixe les modalités d'application du présent article. »

**Art. 8.** Dans l'article L1122-15, les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 du même Code sont remplacés comme suit :

« Le conseil est présidé par le bourgmestre ou celui qui le remplace, sauf lorsqu'un président d'assemblée est désigné en vertu de l'article L1122-34, § 3. Il ouvre et clôt la séance. »

**Art. 9.** Dans l'article L1122-18, l'alinéa 5 du même Code, modifié par le décret du 8 décembre 2005, est supprimé.

**Art. 10.** L'article L1122-34 du même Code est complété par un § 3 rédigé comme suit :

« § 3. Le conseil communal peut élire un président d'assemblée parmi les conseillers communaux, de nationalité belge, des groupes politiques démocratiques énoncés notamment par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la seconde guerre mondiale, ainsi que les droits et libertés garantis par la Constitution, autres que les membres du collège communal en fonction. »

**Art. 11.** L'article L1122-34 du même Code est complété par les §§ 4 et 5 rédigés comme suit :

« § 4. La candidature du président d'assemblée est proposée au vote du conseil sur la base d'un acte de présentation signé par :

1° le candidat;

2° la moitié au moins des conseillers de chaque groupe politique participant au pacte de majorité;

3° la moitié au moins des conseillers du groupe politique auquel appartient le candidat.

Chaque personne ne peut signer qu'un seul acte de présentation.

Le débat et le vote sur l'élection du président d'assemblée sont inscrits à l'ordre du jour du prochain conseil communal qui suit le dépôt de l'acte de présentation entre les mains du secrétaire communal, pour autant que se soit écoulé au minimum un délai de sept jours francs à la suite de ce dépôt.

L'élection a lieu à haute voix et en séance publique.

Les missions du président d'assemblée sont visées aux articles L1122-15, L1122-25, et L1126-1, § 2.

§ 5. Il peut être mis fin aux fonctions du président d'assemblée par le dépôt entre les mains du secrétaire communal, d'un acte de présentation d'un successeur aux conditions visées au §§ 3 et 4. Le débat et le vote sur l'élection du successeur sont inscrits à l'ordre du jour du conseil communal qui suit le dépôt de l'acte de présentation entre les mains du secrétaire communal, pour autant que se soit écoulé un délai de sept jours francs à la suite de ce dépôt.

Le nouveau président d'assemblée est élu, en séance publique du conseil et à haute voix, à la majorité des membres du conseil. Le conseil communal apprécie souverainement, par son vote, les motifs qui le fondent. »

**Art. 12.** A l'article L1123-1 du même Code, modifié par les décrets du 8 décembre 2005, du 8 juin 2006 et du 27 juin 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 1<sup>er</sup>, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le conseiller qui, en cours de législature, démissionne de son groupe politique est démissionnaire de plein droit de tous les mandats qu'il exerçait à titre dérivé tel que défini à l'article L5111-1. L'acte de démission, dûment signé, est communiqué au collège et porté à la connaissance des membres du conseil communal lors de la séance la plus proche. La démission prend effet à cette date et le procès-verbal de la séance du conseil communal en fait mention. Un extrait du procès-verbal est signifié aux organismes dans lequel le membre siège en raison de sa qualité de conseiller communal. »;

2° dans le § 1<sup>er</sup>, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Le conseiller qui, en cours de législature, est exclu de son groupe politique, est démis de plein droit de tous les mandats qu'il exerçait à titre dérivé tel que défini à l'article L5111-1.

L'acte d'exclusion est valable si :

1° il est signé par la majorité des membres de son groupe;

2° il est communiqué au collège.

L'acte d'exclusion est porté à la connaissance des membres du conseil communal lors de la séance la plus proche. L'exclusion prend effet à cette date et le procès-verbal de la séance du conseil communal en fait mention. Un extrait du procès-verbal est signifié aux organismes dans lesquels le membre siège en raison de sa qualité de conseiller communal. »;

3° dans le § 2, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Au plus tard le 2<sup>e</sup> lundi du mois de novembre qui suit les élections, le ou les projets de pactes sont déposés entre les mains du secrétaire communal.

Ce ou ces projets sont, sans délai, portés à la connaissance du public par voie d'affichage à la maison communale. »;

4° dans le § 5, l'alinéa 7, inséré par le décret du 27 juin 2007, est remplacé ce qui suit :

« A l'issue de la période de trente jours visée à l'alinéa 2, le Gouvernement désigne un conciliateur dont il fixe la mission. Au terme de cette mission, le Gouvernement peut faire procéder à de nouvelles élections. Dans ce cas, le Gouvernement charge le gouverneur de dresser le registre des électeurs de la commune à la date de la notification au conseil de la décision du Gouvernement et de convoquer les électeurs pour procéder à de nouvelles élections dans les cinquante jours de cette notification. Le calendrier précis des opérations électorales est fixé par le Gouvernement. Les nouveaux conseillers achèvent le terme de ceux qu'ils remplacent. »

**Art. 13.** Dans l'article L1123-2 du même Code, remplacé par le décret du 8 décembre 2005, les mots « dans les cas visés aux articles L1123-6, L1123-7, L1123-12, L1125-2 et L1125-7 » sont supprimés.

**Art. 14.** Dans l'article L1123-4 du même Code, le § 3, inséré par le décret du 27 juin 2007, est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Sauf dans le cas visé par l'article L1123-1, § 5, le conseiller visé au § 1<sup>er</sup> ou au § 2, qui figurait lors des élections à l'une des trois premières places de la liste des candidats visée à l'article L4112-4, § 2, et qui renonce à exercer la fonction de bourgmestre qui lui est dévolue ou qui, après l'avoir exercée, y renonce, ne peut pas être membre du collège communal au cours de la législature. »

**Art. 15.** L'article L1123-5 du même Code, remplacé par le décret du 8 décembre 2005, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L1123-5. § 1<sup>er</sup>. Est considéré comme empêché, le bourgmestre qui exerce la fonction de Ministre, de Secrétaire d'Etat, de membre d'un Gouvernement ou de Secrétaire d'Etat régional, ou dans le cas visé par le décret spécial du 9 décembre 2010 limitant le cumul de mandats dans le chef des députés du Parlement wallon, pendant la période d'exercice de cette fonction.

Est également considéré comme empêché le bourgmestre qui prend un congé en application de l'article L1123-32, § 2. En cas d'absence ou d'empêchement du bourgmestre, ses fonctions sont remplies par l'échevin de nationalité belge délégué par le bourgmestre. à défaut, il est remplacé par l'échevin de nationalité belge, le premier en rang.

§ 2. L'échevin qui remplace un bourgmestre considéré comme empêché est remplacé, conformément à l'article L1123-10, § 1<sup>er</sup>, à la demande du collège communal pour la période pendant laquelle il remplace le bourgmestre. »

**Art. 16.** L'article L1123-10 du même Code, remplacé par le décret du 8 décembre 2005, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L1123-10. § 1<sup>er</sup>. Est considéré comme empêché l'échevin qui exerce la fonction de Ministre, de Secrétaire d'Etat, de membre d'un Gouvernement ou de Secrétaire d'Etat régional, ou dans le cas visé par le décret spécial du 9 décembre 2010 limitant le cumul de mandats dans le chef des députés du Parlement wallon, pendant la période d'exercice de cette fonction.

Est également considéré comme empêché l'échevin qui prend un congé en application de l'article L1123-32.

§ 2. L'échevin absent ou empêché peut être remplacé, pour la période correspondant à l'absence ou à l'empêchement, sur proposition du collège, par un conseiller désigné par le conseil parmi les conseillers du groupe politique auquel il appartient. à défaut, il peut être remplacé par un conseiller issu d'un autre groupe politique lié par le pacte de majorité.

Il est tenu compte des incompatibilités mentionnées à l'article L1125-2.

L'échevin absent ou empêché peut être remplacé, dans les conditions fixées par l'article L1123-8, § 2, alinéa 2, par un échevin hors conseil et rattaché au même groupe politique si tous les membres du collège et tous les conseillers appartenant aux groupes politiques liés par le pacte de majorité sont du même sexe. »

**Art. 17.** A l'article L1123-14 du même Code, remplacé par le décret du 8 décembre 2005 et modifié par le décret du 8 juin 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> le § 1<sup>er</sup>, alinéa 7, est complété par la phrase suivante :

« En cas de dépôt d'une motion de méfiance collective ou d'une motion individuelle à l'égard du président du C.P.A.S., le secrétaire communal adresse sans délai le texte de la motion à chacun des membres du conseil de l'action sociale, si la législation qui est applicable au président du centre public d'action sociale prévoit sa présence au sein du collège communal. »;

2<sup>o</sup> le § 3 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Au cours d'une même législature communale, il ne peut pas être voté plus de deux motions de méfiance concernant l'ensemble du collège. »

**Art. 18.** Dans le même Code, est insérée une section 9 « Du congé à l'occasion de la naissance ou de l'adoption d'un enfant » dans le chapitre III du titre II du livre 1<sup>er</sup> de la première partie, qui contient un article rédigé comme suit :

« Art. 1123-32. A l'occasion de la naissance ou de l'adoption d'un enfant, le bourgmestre ou l'échevin peut prendre congé. Il notifie son congé au collège communal par écrit en indiquant la date de début et de fin. La durée du congé est de maximum 20 semaines. Il prend fin au plus tard 20 semaines après la naissance ou l'adoption de l'enfant.

La demande de congé en qualité d'échevin ou de bourgmestre est introduite si l'intéressé veut rester conseiller communal durant cette période. »

**Art. 19.** L'article L1125-3 du même Code, modifié par le décret du 8 décembre 2005, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L1125-3. § 1<sup>er</sup>. Les membres du corps communal visé à l'article L1121-1 du présent Code ne peuvent être parents ou alliés jusqu'au deuxième degré inclus, ni être unis par les liens du mariage ou cohabitants légaux.

Ne peuvent faire partie en même temps du conseil communal, ceux dont les conjoints ou les cohabitants légaux sont parents entre eux jusqu'au deuxième degré inclus.

§ 2. Si des parents ou alliés à ce degré, deux conjoints ou deux cohabitants légaux sont élus à la même élection, l'ordre de préférence est réglé par l'ordre d'importance des quotients qui ont déterminé l'attribution à leur liste des sièges dévolus à ces candidats.

Si deux parents ou alliés au degré prohibé, deux conjoints ou deux cohabitants légaux ont été élus, l'un conseiller effectif, l'autre conseiller suppléant, l'interdiction de siéger n'est opposée qu'à ce dernier, à moins que la vacance qui l'appelle à siéger soit antérieure à l'élection de son parent, allié ou conjoint.

Entre suppléants que des vacances appellent à siéger, la priorité se détermine en ordre principal par l'antériorité de la vacance.

L'élu qui, dans les circonstances visées aux alinéas 1<sup>er</sup> à 3, n'est pas installé conserve le droit d'être admis ultérieurement à prêter serment et est remplacé par le conseiller suppléant classé en ordre utile de la liste sur laquelle il a été élu.

Lorsque l'incompatibilité cesse, celui-ci est classé premier suppléant.

§ 3. L'alliance survenue ultérieurement entre les membres du conseil n'emporte pas révocation de leur mandat. Il n'en est pas de même du mariage ou de la cohabitation légale entre les membres du conseil.

L'alliance est censée dissoute par le décès ou le divorce de la personne du chef de laquelle elle provient. »

**Art. 20.** L'article L1125-7 du même Code, remplacé par le décret du 8 décembre 2005, est remplacé par ce qui suit :

« Le membre du conseil qui se trouve dans l'une des situations d'incompatibilité visées aux articles L1125-5 et L1125-6 ne peut plus continuer l'exercice de ses fonctions.

Le collège en informe le conseil et l'intéressé. Celui-ci peut communiquer, au collège, dans un délai de quinze jours, ses moyens de défense. Le conseil prend acte des faits de nature à entraîner l'incompatibilité et constate la déchéance de plein droit. Il procède au remplacement du membre concerné.

Un recours, fondé sur l'article 16 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, est ouvert contre cette décision. Il est introduit dans les huit jours de sa notification.

Si, ayant connaissance de la cause de sa déchéance, même en l'absence de toute notification, l'intéressé continue l'exercice de ses fonctions, il est passible des peines prévues par l'article 262 du Code pénal. »

**Art. 21.** A l'article L1126-1, § 2, du même Code, les mots « du bourgmestre » sont remplacés par les mots « du président du conseil ».

**Art. 22.** Dans l'article L1141-1, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, les mots « visées aux articles L1122-30, L1122-31, L1122-32 et L1122-36 » sont remplacés par les mots « qui relèvent de la compétence de décision du collège ou du conseil communal ou qui relèvent de la compétence d'avis du collège ou du conseil communal dans la mesure où cette compétence a un objet d'intérêt communal ».

**Art. 23.** L'article L1141-3 du même Code est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le formulaire visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est délivré dans les 15 jours de la demande adressée au secrétaire communal. »

**Art. 24.** Dans l'article L1141-4 du même Code, modifié par le décret du 8 décembre 2005, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Le contrôle est clos lorsque le nombre de signatures valables est atteint. Le collège clôture au plus tard le contrôle dans les 30 jours de la réception de la demande. Il notifie par envoi recommandé aux personnes visées à l'article L1141-3, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, du Code l'acceptation ou la non-acceptation de la consultation populaire. En cas d'acceptation, le conseil communal organise la consultation populaire. »

**Art. 25.** Dans l'article L1141-5 du même Code, modifié par le décret du 8 décembre 2005, les §§ 6 et 7 sont remplacés par ce qui suit :

« § 6. Il est procédé au dépouillement si au moins 10 % des habitants ont participé à la consultation.

§ 7. Les dispositions des articles L4132-1 et L4143-20, § 6, sont applicables à la consultation populaire communale, étant entendu que le mot « électeur » est remplacé par le mot « participant », que les mots « l'électeur » et « les électeurs » sont chaque fois remplacés respectivement par les mots « le participant » et « les participants », que les mots « l'élection » sont remplacés par les mots « la consultation populaire » et que les mots « les élections pour lesquelles » sont remplacés par les mots, « la consultation populaire pour laquelle ». »

**Art. 26.** L'article L1141-8 du même Code est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le collège communal inscrit à l'ordre du jour de la séance du conseil communal la plus proche les résultats de la consultation populaire et les suites réservées au dossier qui en était l'objet. »

**Art. 27.** Dans le même Code, il est inséré un article L1141-13, rédigé comme suit :

« Art. L1141-13. Dans les limites du budget disponible, un incitant financier pourra être octroyé aux communes qui organisent une consultation populaire à la demande de leurs habitants. Le Gouvernement détermine le montant et les conditions d'octroi de cet incitant. ».

**Art. 28.** A l'article L1231-5, § 2, du même Code, modifié par le décret du 15 février 2007, l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« Les administrateurs sont désignés à la proportionnelle du conseil communal conformément aux articles 167 et 168 du Code électoral.

Chaque groupe politique démocratique non représenté conformément au système de la représentation proportionnelle visée à l'alinéa précédent, a droit à un siège. En ce cas, la majorité dans son ensemble recevra un nombre de siège équivalent au nombre de siège surnuméraire accordé aux groupes politiques ne faisant pas partie du pacte de majorité. En ce cas, la limite d'un nombre maximal d'administrateurs tel que fixé à l'alinéa précédent n'est pas d'application.

Il n'est pas tenu compte pour le calcul de cette proportionnelle du ou desdits groupes politiques qui ne respecteraient pas les principes démocratiques énoncés, notamment, par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par les protocoles additionnels à cette convention en vigueur en Belgique, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la seconde guerre mondiale, ou du groupe dont un de ses membres ne respecterait pas les principes et législations énoncés ci-avant et de ceux dont un membre était administrateur d'une association au moment des faits à la suite desquels elle a été condamnée pour l'une des infractions prévues par la loi du 30 juillet 1981 ou la loi du 23 mars 1995. »

**Art. 28bis.** Dans l'article L1231-9, § 1<sup>er</sup>, du même Code, ajouter avant l'alinéa 1<sup>er</sup>, un alinéa rédigé comme suit :

« La commune conclut un contrat de gestion avec la régie communale autonome. Ce contrat précise au minimum la nature et l'étendue des tâches que la régie communale autonome devra assumer, ainsi que les indicateurs permettant d'évaluer la réalisation de ses missions. Le contrat de gestion est établi pour une durée de trois ans et est renouvelable. ».

**Art. 29.** Dans la première Partie, Livre II, Titre III, du même Code, il est inséré un Chapitre IV intitulé « Les ASBL communales ».

**Art. 30.** Dans le chapitre IV inséré par l'article 29, il est inséré un article L1234-1 rédigé comme suit :

« Art. L1234-1. § 1<sup>er</sup>. Dans les matières qui relèvent de l'intérêt communal, une commune ou plusieurs communes peuvent créer ou participer à une ASBL si la nécessité de cette création ou de cette participation fait l'objet d'une motivation spéciale fondée sur l'existence d'un besoin spécifique d'intérêt public qui ne peut être satisfait de manière efficace par les services généraux, les établissements ou les régies de la commune et qui fait l'objet d'une description précise.

§ 2. La commune conclut un contrat de gestion avec :

1<sup>o</sup> l'ASBL au sein de laquelle elle détient une position prépondérante, au sens de l'article L1234-2, § 2, du présent Code;

2<sup>o</sup> l'ASBL à laquelle elle accorde une ou des subventions atteignant au minimum 50.000 euros par an.

Ce contrat précise au minimum la nature et l'étendue des tâches que la personne morale devra assumer, ainsi que les indicateurs permettant d'évaluer la réalisation de ses missions.

Le contrat de gestion est conclu pour une durée de trois ans. Il est renouvelable.

§ 3. Chaque année, le collège communal établit un rapport d'évaluation de l'exécution du contrat de gestion. Ce rapport est soumis au conseil communal, qui vérifie la réalisation des obligations découlant du contrat de gestion. »

**Art. 31.** Dans le chapitre IV inséré par l'article 29, il est inséré un article L1234-2 rédigé comme suit :

« Art. L1234-2. § 1<sup>er</sup>. Le conseil communal nomme les représentants de la commune dans les ASBL dont une commune ou plusieurs communes sont membres. Il peut retirer ces mandats.

Il propose également les candidats aux mandats réservés à la commune dans les autres organes de gestion et de contrôle en application des statuts.

Les administrateurs représentant la commune sont de sexe différent. Leur nombre ne peut dépasser un cinquième du nombre de conseillers communaux.

Les délégués à l'assemblée générale sont désignés à la proportionnelle du conseil communal conformément aux articles 167 et 168 du Code électoral.

Les administrateurs représentant la commune sont désignés, au cas où l'ASBL ne compte qu'une seule commune, à la proportionnelle du conseil communal conformément aux articles 167 et 168 du Code électoral et, au cas où l'ASBL compte plus d'une commune, à la proportionnelle de l'ensemble des conseils communaux des communes associées conformément aux articles 167 et 168 du Code électoral, sans prise en compte du ou des/dits groupe(s) politique(s) qui ne respectera(en)t pas les principes démocratiques énoncés, notamment, par la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la seconde guerre mondiale.

Pour le calcul de cette proportionnelle, il sera tenu compte des éventuels critères statutaires ainsi que des déclarations individuelles facultatives d'appareusement ou de regroupement.

Chaque groupe politique non visé par l'alinéa 1<sup>er</sup> est représenté dans la limite des mandats disponibles.

§ 2. Dès que les statuts attribuent à la commune la majorité des mandats dans les organes de gestion et de contrôle, chaque groupe politique démocratique non représenté conformément au système de la représentation proportionnelle visée au § 1<sup>er</sup>, a droit à un siège. En ce cas, la majorité dans son ensemble reçoit un nombre de siège équivalent au nombre de siège surnuméraire accordé aux groupes politiques ne faisant pas partie au pacte de majorité.

§ 3. Dans le cas où plusieurs communes sont membres d'une ASBL et pour autant qu'elles disposent de la majorité des voix, chaque groupe politique démocratique disposant d'au moins un élu au sein d'une des communes associées et d'au moins un élu au Parlement wallon et non représenté conformément au système de la représentation proportionnelle visée au § 1<sup>er</sup>, a droit à un siège. Ce siège supplémentaire confère à l'administrateur ainsi désigné dans tous les cas voix délibérative. ».

**Art. 32.** Dans le chapitre IV inséré par l'article 29, il est inséré un article L1234-3 rédigé comme suit :

« Art. 1234-3. Le conseiller désigné pour représenter la commune dans les ASBL, peut rédiger annuellement un rapport écrit sur l'exercice de son mandat. Le conseil communal fixe les modalités de ce rapport lors de la désignation du conseiller qui représentera la commune. Lorsque la commune dispose de plusieurs représentants dans la même ASBL, ils peuvent rédiger un rapport commun. »

**Art. 33.** Dans le chapitre IV inséré par l'article 29, il est inséré un article L1234-4 rédigé comme suit :

« Art. L1234-4. Les conseillers communaux peuvent consulter les budgets, comptes et délibérations des organes de gestion et de contrôle des ASBL au sein desquelles la commune détient une position prépondérante, au sens de l'article L1234-2, § 2, du présent Code, et visiter leurs bâtiments et services.

Les informations obtenues par les conseillers en application de cette disposition ne peuvent être utilisées que dans le cadre de l'exercice de leur mandat.

Sont exclus du bénéfice des droits de consultation et de visite visés aux alinéas précédents les conseillers communaux élus sur des listes de partis qui ne respectent pas les principes démocratiques énoncés, notamment, par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par les protocoles additionnels à cette convention en vigueur en Belgique, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la seconde guerre mondiale.

Tout conseiller qui a exercé ces droits peut faire un rapport écrit au conseil communal.

Le conseil communal règle les modalités d'application du présent article dans son règlement d'ordre intérieur. »

**Art. 34.** Dans le chapitre IV inséré par l'article 29, il est inséré un article L1234-5 rédigé comme suit :

« Art. L1234-5. Tout membre d'un conseil communal exerçant à ce titre un mandat dans une ASBL est réputé de plein droit démissionnaire dès l'instant où il ne fait plus partie de ce conseil communal.

Tous les mandats dans les différents organes de l'ASBL prennent immédiatement fin après la première assemblée générale qui suit le renouvellement des conseils communaux. »

**Art. 35.** Dans le chapitre IV inséré par l'article 29, il est inséré un article L1234-6 rédigé comme suit :

« Art. L1234-6. Le chapitre IV intitulé « Les ASBL communales » ne s'applique pas aux ASBL dont les activités sont organisées en vertu d'un cadre légal spécifique.

Les ASBL existantes au moment de l'entrée en vigueur du présent décret mettront leurs statuts en conformité avec les dispositions du présent décret pour le 30 juin 2013. »

**Art. 36.** Dans le même Code, il est inséré un article L1321-3 rédigé comme suit :

« Art. L1321-3. Selon les modalités qu'il détermine, le conseil communal peut décider d'affecter une partie du budget communal, appelée budget participatif, à des projets émanant de comités de quartier ou d'associations citoyennes dotées de la personnalité juridique. »

**Art. 37.** Dans l'article L1522-4, § 1<sup>er</sup>, du même Code, remplacé par le décret du 19 juillet 2006 et modifié par le décret du 9 mars 2007, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Tout groupe politique démocratique disposant d'au moins un élu au sein d'une des communes associées et d'au moins un élu au Parlement wallon et non représenté conformément au système de la représentation proportionnelle visée au présent paragraphe, a droit à un siège. Ce siège supplémentaire confère au membre du comité de gestion ainsi désigné dans tous les cas voix délibérative. Dans ce cas, la limite du nombre maximal de membres du comité de gestion visée au § 3 n'est pas applicable. »

**Art. 38.** Dans l'article L1523-1 du même Code, remplacé par le décret du 19 juillet 2006 et modifié par le décret du 30 avril 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « soit de l'association sans but lucratif » sont supprimés;

2° à l'alinéa 2, les mots « et aux associations sans but lucratif » et « selon le cas » sont supprimés;

3° l'alinéa 3 est supprimé.

**Art. 39.** A l'article L1523-10, § 1<sup>er</sup>, du même Code, inséré par le décret du 19 juillet 2006 et modifié par le décret du 21 mars 2007, les mots « et/ou provinciaux » sont remplacés par les mots « et, le cas échéant, provinciaux et de C.P.A.S. »

**Art. 40.** Dans l'article L1523-11 du même Code, inséré par le décret du 19 juillet 2006, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« En cas de participation provinciale ou de C.P.A.S., il en va de même, *mutatis mutandis*, pour la représentation à l'assemblée générale de la ou des provinces associées ou du ou des C.P.A.S. associés. »

**Art. 41.** Dans l'article L1523-12, du même Code, inséré par le décret du 19 juillet 2006, le § 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Chaque commune dispose à l'assemblée générale d'un droit de vote déterminé par les statuts ou le nombre de parts qu'elle détient. Les délégués de chaque commune et, le cas échéant, de chaque province ou C.P.A.S., rapportent à l'assemblée générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur conseil.

A défaut de délibération du conseil communal et, s'il échet, provincial ou de C.P.A.S., chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente.

Toutefois, en ce qui concerne l'approbation des comptes, le vote de la décharge aux administrateurs et aux membres du collège visé à l'article L1523-24, les questions relatives au plan stratégique, l'absence de délibération communale, provinciale ou de C.P.A.S. est considérée comme une abstention de la part de l'associé en cause. »

**Art. 42.** A l'article L1523-13 du même Code, inséré par le décret du 19 juillet 2006 et modifié par le décret du 9 mars 2007, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 1<sup>er</sup>, l'alinéa 3 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le conseil d'administration inscrit à l'ordre du jour de l'assemblée générale du premier semestre tout point complémentaire déposé par écrit par toute personne domiciliée sur le territoire d'une des communes, provinces ou C.P.A.S. associés pour autant que la demande soit motivée, accompagnée d'une proposition de décision et lui parvienne avant le 1<sup>er</sup> mars de l'année considérée. Le conseil d'administration inscrit à l'ordre du jour de l'assemblée générale du second semestre tout point complémentaire déposé par écrit par toute personne domiciliée sur le territoire d'une des communes, provinces ou C.P.A.S. associés pour autant que la demande soit motivée, accompagnée d'une proposition de décision et lui parvienne avant le 1<sup>er</sup> septembre de l'année considérée. Passés ces délais, le point déposé est reporté à la séance la plus proche. L'assemblée générale qui décide de s'écarter de la proposition déposée dans les formes et délais, justifie sa décision. »;

2° dans le § 1<sup>er</sup>, l'alinéa 4 est complété par les mots :

« La convocation mentionne que la séance de l'assemblée générale est ouverte à toutes les personnes domiciliées sur le territoire d'une des communes, provinces ou C.P.A.S. associés »;

3° dans le § 1<sup>er</sup>, les alinéas 5 et 6 sont remplacés par ce qui suit :

« Les membres des conseils communaux, provinciaux ou de C.P.A.S. intéressés ainsi que toute personne domiciliée, depuis six mois au moins, sur le territoire d'une des communes/provinces ou C.P.A.S. associés peuvent assister en qualité d'observateurs aux séances sauf lorsqu'il s'agit de question de personnes.

Dans ce dernier cas, le président prononce immédiatement le huis clos et la séance ne peut reprendre en public que lorsque la discussion de cette question est terminée. »;

4° dans le § 2, l'alinéa 1<sup>er</sup> et les alinéas 2 et 3 sont remplacés par ce qui suit :

« Les conseillers communaux, provinciaux et de C.P.A.S. des communes, provinces et C.P.A.S. associés peuvent consulter les budgets, comptes et délibérations des organes de gestion et de contrôle des intercommunales.

Les conseillers communaux et/ou provinciaux ou de C.P.A.S. des communes, provinces et C.P.A.S. associés peuvent visiter les bâtiments et services de l'intercommunale.

Sont exclus du bénéfice des droits de consultation et de visite visés aux alinéas précédents les conseillers communaux, provinciaux ou de C.P.A.S. élus sur des listes de partis qui ne respectent pas les principes démocratiques énoncés, notamment, par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par les protocoles additionnels à cette convention en vigueur en Belgique, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la seconde guerre mondiale et ceux qui étaient administrateurs d'une association au moment des faits à la suite desquels elle a été condamnée pour l'une des infractions prévues par la loi du 30 juillet 1981 ou la loi du 23 mars 1995. »

**Art. 43.** A l'article L1523-15 du même Code, inséré par le décret du 19 juillet 2006 et modifié par le décret du 9 mars 2007, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 2 est remplacé par ce qui suit :

« Les administrateurs représentant respectivement les communes, provinces ou C.P.A.S. associés sont de sexe différent. »;

2° dans le § 3, alinéa 5, les mots « des provinces et » sont abrogés;

3° dans le § 3, un alinéa 6 rédigé comme suit est inséré :

« Tout groupe politique démocratique disposant d'au moins un élu au sein d'une des communes associées et d'au moins un élu au Parlement wallon et non représenté conformément au système de la représentation proportionnelle visée au présent paragraphe, a droit à un siège. Ce siège supplémentaire confère à l'administrateur ainsi désigné voix délibérative dans tous les cas. Dans ce cas, la limite du nombre maximal d'administrateurs visée au § 5 n'est pas applicable. »;

4° dans le § 3, un alinéa 7 rédigé comme suit est inséré :

« Les administrateurs représentant chaque province sont désignés à la proportionnelle conformément aux articles 167 et 168 du Code électoral, selon une clé intégrant, pour chaque liste de candidats représentée au sein du conseil provincial, pour moitié le nombre de sièges détenus au sein du conseil provincial et pour moitié le nombre de voix obtenues lors des élections provinciales.

Le Gouvernement précise les modalités de mise en œuvre de l'alinéa 7.

Les alinéas 2, 3 et 4 du présent paragraphe sont *mutatis mutandis* applicables à la désignation des administrateurs des provinces associées. »

**Art. 44.** L'article L1523-23, § 1<sup>er</sup>, du même Code, inséré par le décret du 19 juillet 2006 et modifié par le décret du 9 mars 2007, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Dans les 48 heures de la réception de la convocation par la commune, il est procédé à son affichage. L'ordre du jour est également affiché. »

**Art. 45.** A l'article L1532-2, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, inséré par le décret du 19 juillet 2006, le 2° est supprimé.

**Art. 46.** Dans le même Code, il est inséré un article 1541-4 rédigé comme suit :

« Art. 1541-4. Les intercommunales ayant adopté la forme juridique de l'association sans but lucratif mettront leurs statuts en conformité avec les articles L1234-1 à L1234-6 du présent Code au plus tard lors de la première assemblée générale qui suivra le renouvellement intégral des conseils communaux et provinciaux. »

**Art. 47.** Dans l'article L2212-5, alinéa 2, du même Code, les mots « précédant celle » sont supprimés et les mots « Le Gouvernement détermine la composition des districts électoraux et fixe la répartition des sièges entre les districts, tels que visés à l'annexe 3 du présent Code. », sont ajoutés.

**Art. 48.** L'article L2212-9 du même Code, modifié par le décret du 8 décembre 2005, est remplacé par ce qui suit :

« Art. L2212-9. § 1<sup>er</sup>. A l'occasion de la naissance ou de l'adoption d'un enfant, le conseiller provincial peut prendre congé. Il notifie son congé au conseil provincial par écrit en indiquant la date de début et de fin. La durée du congé est de maximum 20 semaines. Il prend fin au plus tard 20 semaines après la naissance ou l'adoption.

§ 2. A l'occasion du congé visé au § 1<sup>er</sup>, le conseil provincial procède au remplacement du conseiller pour la durée du congé si la majorité des membres du groupe auquel appartient le bénéficiaire du congé le demande.

§ 3. Il est remplacé par le suppléant appartenant à sa liste et arrivant le premier dans l'ordre indiqué à l'article L4145-14, après vérification de ses pouvoirs par le conseil provincial.

§ 4. Le § 1<sup>er</sup> ne s'applique toutefois qu'à partir de la première séance du conseil provincial suivant celle au cours de laquelle le conseiller provincial empêché a été installé. »

**Art. 49.** L'article L2212-29 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. L2212-29. § 1<sup>er</sup>. Les habitants de la province peuvent interpellier directement le collège, en séance publique du conseil.

§ 2. Sont des habitants au sens du présent article, toute personne physique de dix-huit ans accomplis inscrite au registre de la population d'une commune de la province, ainsi que toute personne morale dont le siège social ou d'exploitation est localisé sur le territoire d'une commune de la province et qui est représentée par une personne physique de dix-huit ans accomplis.

§ 3. Le texte intégral de l'interpellation proposée est déposé par écrit auprès du président du conseil.

Pour être recevable, l'interpellation introduite remplit les conditions suivantes :

1° être introduite par une seule personne;

2° être formulée sous forme de question et ne pas conduire à une intervention orale de plus de dix minutes;

3° porter :

a) sur un objet relevant de la compétence de décision du collège ou du conseil provincial;

b) sur un objet relevant de la compétence d'avis du collège ou du conseil provincial dans la mesure où cette compétence a un objet qui concerne le territoire provincial.

Les questions qui relèvent de la compétence d'un autre niveau de pouvoir sont transmises, le cas échéant, par le président du conseil à l'assemblée ou l'exécutif concerné pour qu'il y soit répondu selon les procédures *ad hoc*;

4° être à portée générale; les questions relatives à des cas d'intérêt particulier sont traitées, le cas échéant, dans le cadre de l'article L2212-28 ou renvoyées à l'examen d'une des commissions du conseil;

5° ne pas être contraire aux libertés et aux droits fondamentaux;

6° ne pas porter sur une question de personne;

7° ne pas constituer des demandes d'ordre statistique;

8° ne pas constituer des demandes de documentation;

9° ne pas avoir pour unique objet de recueillir des consultations d'ordre juridique.

Le bureau décide de la recevabilité de l'interpellation. La décision d'irrecevabilité est spécialement motivée en séance du conseil provincial.

§ 4. L'interpellant expose sa question en séance publique à l'invitation du président du conseil dans le respect des règles organisant la prise de parole au sein de l'assemblée et dans le temps imparti au § 3.

Il est répondu par le collège conformément à la décision d'organisation des travaux arrêtée par le bureau.

L'interpellant dispose de deux minutes pour répliquer à la réponse, avant la clôture définitive du point de l'ordre du jour.

§ 5. Les interpellations, les questions et les réponses visées au présent article sont publiées au Bulletin provincial, et mises en ligne sur le site *internet* de la province. ».

**Art. 50.** Dans l'article L2212-35, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, les mots « qui ont trait à l'administration de la province » sont remplacés par les mots « qui relèvent de la compétence de décision du collège ou du conseil provincial ou qui relèvent de la compétence d'avis du collège ou du conseil provincial dans la mesure où cette compétence a un objet qui concerne le territoire provincial ».

**Art. 51.** Dans l'article L2212-39 du même Code, remplacé par le décret du 8 décembre 2005 et modifié par le décret du 8 juin 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 1<sup>er</sup>, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le conseiller qui, en cours de législature, démissionne de son groupe politique est démissionnaire de plein droit de tous les mandats qu'il exerçait à titre dérivé tel que défini à l'article L5111-1. L'acte de démission, dûment signé, est communiqué au président ou à celui qui le remplace. Il est porté à la connaissance des membres du conseil provincial lors de la séance la plus proche. La démission prend effet à cette date et le procès-verbal de la séance du conseil provincial en fait mention. Un extrait du procès-verbal est signifié aux organismes dans lequel le membre siège tel que défini à l'article L5111-1. »;

2° dans le § 1<sup>er</sup>, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Le conseiller qui, en cours de législature, est exclu de son groupe politique, est démis de plein droit de tous les mandats qu'il exerçait à titre dérivé tel que défini à l'article L5111-1. L'acte d'exclusion est valable s'il est signé par la majorité des membres dudit groupe et s'il est communiqué au président ou à celui qui le remplace. Il est porté à la connaissance des membres du conseil provincial lors de la plus prochaine séance. L'exclusion prend effet à cette date et le procès-verbal de la séance du conseil provincial en fait mention. Un extrait du procès-verbal est signifié aux organismes dans lequel le membre siège tel que défini à l'article L5111-1. »;

3° dans le § 5, les mots « dans les cas visés aux articles L2212-42, §§ 3, 4 et 5, et L2212-44 » sont supprimés.

**Art. 52.** Dans l'article L2212-42 du même Code, remplacé par le décret du 8 décembre 2005, les §§ 1<sup>er</sup> et 2 sont remplacés par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. Est considéré comme empêché le député provincial qui exerce la fonction de ministre, de secrétaire d'Etat, de membre d'un Gouvernement ou de secrétaire d'Etat régional, pendant la période d'exercice de cette fonction.

Est également considéré comme empêché le député provincial qui prend un congé en application de l'article L2212-9.

§ 2. Le député provincial absent ou empêché peut être remplacé, pour la période correspondant à l'absence ou à l'empêchement, sur proposition du collège, par un conseiller désigné par le conseil parmi les conseillers du groupe politique auquel il appartient. à défaut, il pourra être remplacé par un conseiller issu d'un autre groupe politique lié par le pacte de majorité.

Il est tenu compte pour l'application de cette règle des incompatibilités mentionnées à l'article L2212-74.

Le député provincial absent ou empêché peut être remplacé, dans les conditions fixées par l'article L2212-40, § 2, alinéa 2 par un député hors conseil et rattaché au même groupe politique si tous les membres du collège et tous les conseillers appartenant aux groupes politiques liés par le pacte de majorité sont du même sexe. ».

**Art. 53.** Dans l'article L2212-74, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 1<sup>er</sup>, il est ajouté un « 15° : les parents ou alliés jusqu'au deuxième degré inclus, ou être unis par les liens du mariage, ou cohabitants légaux. »;

2° dans le § 2, alinéa 4, sont ajoutées les phrases suivantes :

« L'élu qui, dans les circonstances visées aux alinéas 1<sup>er</sup> à 3, n'est pas installé conserve le droit d'être admis ultérieurement à prêter serment.

Il est remplacé par le conseiller suppléant classé en ordre utile de la liste sur laquelle il a été élu.

Lorsque l'incompatibilité cesse, celui-ci est classé premier suppléant. »;

3° il est ajouté un § 3, libellé comme suit :

« L'alliance survenue ultérieurement entre les membres du conseil n'emporte pas révocation de leur mandat.

L'alliance est censée dissoute par le décès ou le divorce de la personne du chef de laquelle elle provient. »

**Art. 54.** Dans l'article L2212-76, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, remplacé par le décret du 8 décembre 2005, les mots « jusqu'au quatrième degré inclusivement » sont remplacés par les mots « jusqu'au deuxième degré inclus ».

**Art. 55.** Dans l'article L2212-77, § 4, du même Code, remplacé par le décret du 8 décembre 2005, les mots « jusqu'au troisième degré inclusivement » sont remplacés par les mots « jusqu'au deuxième degré inclus ».

**Art. 56.** à l'article L2223-5, § 2, du même Code les alinéas 3 et 4 sont remplacés par ce qui suit :

« Le conseil provincial désigne les membres du conseil d'administration de la régie provinciale autonome. Leur nombre ne peut dépasser un cinquième du nombre des conseillers provinciaux.

Les administrateurs représentant la province sont désignés à la proportionnelle du conseil provincial, conformément aux articles 167 et 168 du Code électoral. Chaque groupe politique démocratique non représenté conformément au système de la représentation proportionnelle, a droit à un siège. En ce cas, la majorité dans son ensemble recevra un nombre de siège équivalent au nombre de siège(s) surnuméraire(s) accordé(s) aux groupes politiques ne faisant pas partie du pacte de majorité. En ce cas, la limite d'un nombre maximal d'administrateurs tel que fixé à l'alinéa précédent n'est pas d'application.

Il n'est pas tenu compte pour le calcul de cette proportionnelle du ou desdits groupe(s) politique(s) qui ne respectera(en)t pas les principes démocratiques énoncés, notamment, par la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par les protocoles additionnels à cette convention en vigueur en Belgique, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la seconde guerre mondiale, ou du groupe dont un de ses membres ne respecterait pas les principes et législations énoncés ci-avant et de ceux dont un membre était administrateur d'une association au moment des faits à la suite desquels elle a été condamnée pour l'une des infractions prévues par la loi du 30 juillet 1981 ou la loi du 23 mars 1995. »

**Art. 57.** Dans l'article L2223-13 du même Code, le § 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. Dans les matières qui relèvent de la compétence de la province en application de l'article L2212-32, la province ou plusieurs provinces peuvent créer ou participer à une ASBL ou une autre association, seulement si les conditions suivantes sont réunies. »

**Art. 58.** L'article L2223-14 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. L2223-14. § 1<sup>er</sup>. Le conseil provincial nomme les représentants de la province dans les ASBL dont une province ou plusieurs provinces sont membres. Il peut retirer ces mandats.

Il propose également les candidats aux mandats réservés à la province dans les autres organes de gestion et de contrôle en application des statuts.

Les administrateurs représentant la province sont de sexe différent. Leur nombre ne peut pas dépasser un cinquième du nombre de conseillers provinciaux.

Les délégués à l'assemblée générale sont désignés à la proportionnelle du conseil provincial conformément aux articles 167 et 168 du Code électoral.

Les administrateurs représentant la province sont désignés, au cas où l'ASBL ne compte qu'une seule province, à la proportionnelle du conseil provincial conformément aux articles 167 et 168 du Code électoral et, au cas où l'ASBL compte plus d'une province, à la proportionnelle de l'ensemble des conseils provinciaux des provinces associées conformément aux articles 167 et 168 du Code électoral, sans prise en compte du ou desdits groupe(s) politique(s) qui ne respectera(en)t pas les principes démocratiques énoncés, notamment, par la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la seconde guerre mondiale.

§ 2. Lorsque les statuts attribuent à la province la majorité des mandats dans les organes de gestion et de contrôle, chaque groupe politique démocratique non représenté conformément au système de la représentation proportionnelle visée au § 1<sup>er</sup>, a droit à un siège. En ce cas, la majorité dans son ensemble recevra un nombre de siège équivalent au nombre de siège(s) surnuméraire(s) accordé(s) aux groupes politiques ne faisant pas partie au pacte de majorité.

§ 3. Dans le cas où plusieurs provinces sont membres d'une ASBL et que les provinces disposent de la majorité des voix, chaque groupe politique démocratique disposant d'au moins un élu au sein d'une des provinces associées et d'au moins un élu au Parlement wallon et non représenté(s) conformément au système de la représentation proportionnelle visée au § 1<sup>er</sup> a droit à un siège surnuméraire.

Ce siège supplémentaire confère à l'administrateur ainsi désigné voix délibérative dans tous les cas.

« § 4. Les ASBL existantes au moment de l'entrée en vigueur du présent décret mettront leurs statuts en conformité avec les dispositions du présent décret pour le 30 juin 2013. »

**Art. 59.** Dans l'article L3122-2 du même Code, inséré par le décret du 22 novembre 2007, il est inséré un 8° rédigé comme suit :

« 8° l'installation initiale ou suite à l'adoption d'une motion de méfiance collective des conseillers de l'action sociale ainsi que tout remplacement individuel. »

**Art. 60.** A l'article L3221-1, 3°, du même Code les mots « , le cas échéant, l'adresse *E-mail* » sont insérés entre les mots « l'adresse » et les mots « et le numéro ».

**Art. 61.** Dans le Chapitre unique, Titre II du Livre II du même Code, il est inséré un article L3221-3 rédigé comme suit :

« Art. L3221-3. § 1<sup>er</sup>. Un bulletin d'information communal ou provincial, destiné à diffuser des informations d'intérêt local ou provincial, peut être édité à l'initiative du conseil communal ou provincial. Le conseil communal peut, avec l'accord du conseil de l'action sociale, décider d'éditer un bulletin commun à la commune et au centre public d'action sociale.



§ 2. Outre les communications des membres du collège communal ou provincial dans l'exercice de leurs fonctions, si un groupe politique a accès aux colonnes du bulletin d'information communal ou provincial, à l'exclusion du ou des groupe(s) politique(s) qui ne respectera(en)t pas les principes démocratiques énoncés, notamment, par la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la seconde guerre mondiale, chaque groupe politique démocratique y a également accès dans la même proportion. Cet accès aux bulletins est déterminé selon des modalités et conditions fixées dans le règlement d'ordre intérieur du conseil communal ou provincial. »

**Art. 62.** Dans l'article L3231-3 du même Code, modifié par le décret du 16 mars 2006, le 3<sup>o</sup> est complété par les mots suivants : « ou répétée ».

**Art. 63.** Dans l'article L3231-5, § 1<sup>er</sup>, du même Code, modifié par le décret du 16 mars 2006, les mots « créée par la loi du 11 avril 1994 relative à la publicité de l'administration » sont remplacés par les mots « créée par l'article 8 du décret du 30 mars 1995 relatif à la publicité de l'administration en Région wallonne ».

**Art. 64.** L'article L4121-2 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Sont définitivement exclus de l'électorat et ne peuvent plus être admis au vote, ceux qui, par condamnation, ont été interdits à perpétuité de l'exercice du droit de vote. »

**Art. 65.** Dans l'article L4121-3 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> dans le § 1<sup>er</sup>, le 2<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 2<sup>o</sup> ceux qui ont été interdits temporairement de l'exercice du droit de vote par condamnation »;

2<sup>o</sup> les §§ 4 et 5 sont supprimés.

**Art. 66.** L'article L4124-1, § 1<sup>er</sup>, du même Code est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les dispositions de l'alinéa précédent s'appliquent aux élections visées aux articles L1112-1 et L1112-2. »

**Art. 67.** Dans l'article L4142-30, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, les mots « le Ministre des Affaires intérieures » sont remplacés par les mots « le Gouvernement ».

**Art. 68.** Dans le même Code, l'article L4145-14, dont le texte actuel formera le § 1<sup>er</sup>, est complété par un § 2 rédigé comme suit :

« § 2. à défaut de suppléants, il est pourvu à la vacance d'un ou de plusieurs sièges au conseil. L'élection a lieu selon les règles énoncées aux articles L4145-5 et suivants. Le nouveau conseiller exerce le mandat de celui qu'il remplace jusqu'à son terme. »

**Art. 69.** Les modifications apportées au Code de la démocratie locale et de la décentralisation par les articles 64 et 65 du présent décret ne s'appliquent pas aux auteurs d'infractions ayant fait l'objet d'une condamnation définitive en date du 15 avril 2009.

**Art. 70.** Les associations de projet, les intercommunales, les régies communales autonomes et les régies provinciales autonomes existant au moment de l'entrée en vigueur du présent décret et soumises au Code de la démocratie locale et de la décentralisation mettront leurs statuts en conformité avec le présent décret avant 3 décembre 2012 et ce, sans préjudice de l'alinéa qui suit.

L'application des articles 28, 37, 43 et 56 se fait concomitamment à l'installation des nouveaux conseils d'administration à la suite des élections communales et provinciales du 14 octobre 2012.

**Art. 71.** L'article 59 entre en vigueur le 3 décembre 2012.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 26 avril 2012.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,  
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,  
J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,  
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,  
C. DI ANTONIO

—  
Note

(1) *Session 2011-2012.*

*Documents du Parlement wallon*, 567 (2011-2012). N<sup>os</sup> 1 à 15.

*Compte rendu intégral*, séance plénière du 25 avril 2012.

Discussion.

Vote.

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2012 — 1380

[2012/202622]

**26. APRIL 2012 — Dekret zur Abänderung gewisser Bestimmungen des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und, Wir, Regierung sanktionieren es :

**Artikel 1** - In Artikel L1121-1 des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung wird der Wortlaut "sowie dem Vorsitzenden des Sozialhilferates, insofern die auf ihn anwendbare Gesetzgebung seine Anwesenheit innerhalb des Gemeindegremiums vorsieht", zwischen den Wortlaut "In jeder Gemeinde gibt es eine aus den Gemeinderatsmitgliedern, dem Bürgermeister und den Schöffen" und den Wortlaut "zusammengesetzte Gemeindebehörde" eingefügt.

**Art. 2** - In Artikel L1121-3, Absatz 1, zweiter Satz desselben Kodex wird das Wort "vor" gestrichen.

**Art. 3** - Artikel L1122-5 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 8. Dezember 2005, wird durch das Folgende ersetzt:

"Ist für das Ratsmitglied irgendeine der Wählbarkeitsbedingungen nicht mehr erfüllt, darf es sein Amt nicht weiter ausüben.

Das Kollegium setzt den Rat und den Betroffenen davon in Kenntnis. Letzterer kann dem Kollegium innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen seine Verteidigungsmittel übermitteln. Der Rat nimmt den Verlust der einen oder anderen Wählbarkeitsbedingung zur Kenntnis und stellt die Amtsaberkennung von Amts wegen fest. Er leitet das Verfahren zur Ersetzung des betreffenden Mitglieds ein.

Gegen diesen Beschluss kann ein auf Artikel 16 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat beruhender Einspruch erhoben werden. Er muss innerhalb von acht Tagen ab der Notifizierung des Beschlusses eingereicht werden.

Ist dem Betreffenden der Grund für die Amtsaberkennung auch ohne jeglicher Notifizierung bekannt und übt er sein Amt trotzdem weiter aus, setzt er sich den in Artikel 262 des Strafgesetzbuches angedrohten Strafen aus."

**Art. 4** - Artikel 1122-6 desselben Kodex, abgeändert durch das Dekret vom 8. Dezember 2005, wird durch das Folgende ersetzt:

"Art. L1122-6 - § 1. Anlässlich der Geburt oder Adoption eines Kindes, kann das Gemeinderatsmitglied Urlaub nehmen. Er notifiziert dem Gemeindegremium seinen Urlaub schriftlich unter Angabe des Anfangs- und Enddatums. Die Dauer des Urlaubs beträgt höchstens 20 Wochen. Er endet spätestens 20 Wochen nach der Geburt oder der Adoption des Kindes.

§ 2. Anlässlich des in § 1 erwähnten Urlaubs leitet der Gemeinderat ein Verfahren zur Ersetzung des Gemeinderatsmitglieds für die Dauer des Urlaubs ein, wenn die Mehrheit der Mitglieder der Fraktion, der es angehört, dies beantragt.

§ 3. Er wird durch ein Ersatzmitglied ersetzt, das seiner Liste angehört und das entsprechend Artikel L4145-14 als erstes auf seiner Liste steht, nachdem dessen Mandat durch den Gemeinderat geprüft worden ist.

§ 4. Paragraph 1 ist jedoch nur ab der ersten Gemeinderatssitzung nach derjenigen anwendbar, in der das verhinderte Gemeinderatsmitglied in sein Amt eingesetzt wurde."

**Art. 5** - In Artikel L1122-7, § 1 desselben Kodex, abgeändert durch das Dekret vom 8. Dezember 2005, wird ein Absatz mit dem nachstehenden Wortlaut zwischen die Absätze 2 und 3 eingefügt:

"Der in Artikel L1122-34, § 3 erwähnte Vorsitzende der Versammlung bezieht doppeltes Anwesenheitsgeld pro Gemeinderatssitzung, deren Vorsitz er führt. Er erhält keine anderen Vorteile oder Vergütungen."

**Art. 6** - In Artikel L1122- 10 desselben Kodex wird § 3 durch das Folgende ersetzt:

"§ 3. Die Gemeinderatsmitglieder haben das Recht, das Gemeindegremium mündlich über aktuelle Angelegenheiten zu befragen und ihm schriftlich Fragen zu stellen über Angelegenheiten, die unter die Zuständigkeiten folgender Elemente fallen:

1° eines Beschlusses des Gemeindegremiums oder -rates;

2° eines Gutachtens des Gemeindegremiums oder -rates, insofern diese Zuständigkeit einen Gegenstand hat, der das Gemeindegebiet betrifft.

In der Geschäftsordnung sind die Modalitäten für die Anwendung des vorliegenden Artikels festgelegt."

**Art. 7** - In demselben Kodex wird Artikel L1122-14, dessen gegenwärtiger Text zum § 1 wird, durch die §§ 2, 3, 4, 5 und 6 mit folgendem Wortlaut ersetzt:

"§ 2. Die Einwohner der Gemeinde können das Kollegium während öffentlichen Sitzungen des Gemeinderates direkt interpellieren.

Jede natürliche Person, die das achtzehnte Lebensjahr vollendet hat und mindestens seit sechs Monaten im Bevölkerungsregister der Gemeinde eingetragen ist, sowie jede juristische Person, deren Gesellschafts- oder Betriebssitz sich auf dem Gebiet der Gemeinde befindet und die durch eine natürliche Person vertreten ist, die das achtzehnte Lebensjahr vollendet hat, gilt als Einwohner im Sinne des vorliegenden Artikels.

§ 3. Der vollständige Text der vorgeschlagenen Interpellation wird dem Vorsitzenden des Gemeindegremiums als Schriftstück übermittelt.

Um zulässig zu sein, muss die eingereichte Interpellation den folgenden Bedingungen genügen:

1° von einer einzigen Person eingereicht werden;

2° als Frage formuliert werden und nicht zu einer mündlichen Ansprache von über zehn Minuten führen;

3° sich auf Folgendes beziehen:

a) auf einen Gegenstand, der unter die Zuständigkeit eines Beschlusses des Gemeindegremiums oder -rates fällt;

b) auf einen Gegenstand, der unter die Zuständigkeit eines Gutachtens des Gemeindegremiums oder -rates fällt, insofern diese Zuständigkeit einen Gegenstand hat, der das Gemeindegebiet betrifft;

4° von allgemeinem Interesse sein;

5° nicht gegen die Grundfreiheiten und -rechte verstoßen;

6° keine Personenangelegenheit betreffen;

7° keine Bitten um Auskünfte statistischer Art darstellen;

8° keine Bitten um Informationsmaterial darstellen;

9° nicht die Erlangung von Ratschlägen juristischer Art zum alleinigen Zweck haben.

Das Gemeindegremium entscheidet über die Zulässigkeit der Interpellation. Die Entscheidung in Bezug auf die Unzulässigkeit wird im Rahmen einer Sitzung des Gemeinderats besonders begründet.

§ 4. Nachdem er dazu von dem Vorsitzenden des Rates aufgefordert worden ist, stellt der Interpellierende seine Frage in öffentlicher Sitzung gemäß den Regeln zur Organisation der Wortmeldung innerhalb der Versammlung und unter Einhaltung der in § 3, 2° gewährten Zeit.

Das Gemeindegremium antwortet auf die Interpellationen.

Der Interpellierende verfügt über zwei Minuten, um auf die Antwort zu erwidern, bevor dieser Punkt der Tagesordnung vollständig abgeschlossen wird.

Die Interpellationen werden in das Protokoll der Gemeinderatssitzung übertragen. Es wird auf der Internet-Webseite der Gemeinde veröffentlicht.

§ 5. Ein Gemeindegremium für Gesuche kann eingerichtet werden, um den gemäß Artikel L1122-34, § 1 eingereichten Interpellationen Folge zu leisten.

§ 6. In der Geschäftsordnung werden die Modalitäten für die Anwendung des vorliegenden Artikels festgelegt."

**Art. 8** - In Artikel L1122-15 werden die Absätze 1 und 2 desselben Kodex wie folgt ersetzt:

"Der Vorsitz des Rates wird vom Bürgermeister oder von dessen Vertreter geführt, außer wenn der Vorsitzende der Versammlung aufgrund des Artikels L1122-34, § 3 bezeichnet wird. Er eröffnet und schließt die Sitzung."

**Art. 9** - In Artikel L1122-18 wird der Absatz 5 desselben Kodex, abgeändert durch das Dekret vom 8. Dezember 2005, gestrichen.

**Art. 10** - Artikel L1122-34 desselben Dekrets wird durch einen § 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 3. Der Gemeinderat kann einen Sitzungsvorsitzenden unter den Gemeinderatsmitgliedern belgischer Staatsangehörigkeit, unter demokratischen politischen Fraktionen, die die demokratischen Grundsätze einhalten, die insbesondere in der Konvention zum Schutz der Menschenrechte und Grundfreiheiten, in dem Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermordes erwähnt werden, sowie die in der Verfassung verankerten Rechte und Freiheiten, und die nicht amtierende Gemeinderatsmitglieder sind, wählen."

**Art. 11** - Artikel L1122-34 desselben Dekrets wird durch die §§ 4 und 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 4. Die Kandidatur des Sitzungsvorsitzenden wird zur Abstimmung des Rates auf der Grundlage einer Vorschlagsurkunde vorgeschlagen, die von folgenden Personen unterzeichnet wird:

1° vom Kandidaten;

2° von mindestens der Hälfte der Ratsmitglieder einer jeden politischen Fraktion, die am Mehrheitsabkommen teilnimmt;

3° von mindestens der Hälfte der Ratsmitglieder der politischen Fraktion, der der Kandidat angehört.

Jede Person darf nur eine einzige Vorschlagsurkunde unterzeichnen.

Die Debatte und die Abstimmung zur Wahl des Sitzungsvorsitzenden werden in der Tagesordnung der Gemeinderatssitzung aufgenommen, die auf die Aushändigung der Vorschlagsurkunde an den Gemeindegemeinschafter folgt, insofern mindestens eine Frist von sieben vollen Tagen nach dieser Aushändigung verstrichen ist.

Die Wahl erfolgt mündlich und in öffentlicher Sitzung.

Die Aufgaben des Sitzungsvorsitzenden werden in den Artikeln L1122-15, L1122-25, und L1126-1, § 2 erwähnt.

§ 5. Durch die Aushändigung an den Gemeindegemeinschafter einer Vorschlagsurkunde für einen Nachfolger kann den Ämtern des Sitzungsvorsitzenden unter den in den §§ 3 und 4 erwähnten Bedingungen ein Ende gesetzt werden. Die Debatte und die Abstimmung zur Wahl des Nachfolgers werden in der Tagesordnung der Gemeinderatssitzung aufgenommen, die auf die Aushändigung der Vorschlagsurkunde an den Gemeindegemeinschafter folgt, insofern mindestens eine Frist von sieben vollen Tagen nach dieser Aushändigung verstrichen ist.

Der neue Sitzungsvorsitzende wird in öffentlicher Sitzung des Rates und mündlich mit der Mehrheit der Stimmen der Ratsmitglieder gewählt. Durch seine Abstimmung beurteilt der Gemeinderat selbstständig durch seine Wahl die Gründe, auf die sie sich stützt."

**Art. 12** - In Artikel L1123-1 desselben Kodex, abgeändert durch die Dekrete vom 8. Dezember 2005, vom 8. Juni 2006 und vom 27. Juni 2007, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in § 1 wird der Absatz 2 wie folgt ersetzt:

"Das Ratsmitglied, das im Laufe der Legislaturperiode aus seiner politischen Fraktion austritt, gibt von Rechts wegen die gesamten Mandate auf, die es nach Artikel L5111-1 derivativ ausübte. Der Rücktritt wird an diesem Datum wirksam; dies wird im Protokoll der Gemeinderatssitzung vermerkt. Ein Auszug des Protokolls wird den Einrichtungen übermittelt, in denen das Mitglied aufgrund seiner Eigenschaft als Gemeinderatsmitglied tagt.;"

2° in § 1 wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut zwischen die Absätze 2 und 3 eingefügt:

"Das Ratsmitglied, das im Laufe der Legislaturperiode aus seiner politischen Fraktion ausgeschlossen wird, wird von Rechts wegen seiner gesamten Mandate, die es nach Artikel L5111-1 derivativ ausübte, enthoben.

Die Ausschlussurkunde ist gültig, wenn sie:

1° von der Mehrheit der Mitglieder seiner Fraktion unterzeichnet wird;

2° dem Kollegium übermittelt wird.

Die Gemeinderatsmitglieder werden im Laufe der nächsten Sitzung von der Ausschlussurkunde in Kenntnis gesetzt. Der Ausschluss wird an diesem Datum wirksam; dies wird im Protokoll der Gemeinderatssitzung vermerkt. Ein Auszug des Protokolls wird den Einrichtungen übermittelt, in denen das Mitglied aufgrund seiner Eigenschaft als Gemeinderatsmitglied tagt.;"

3° in § 2 wird der Absatz 1 wie folgt ersetzt:

"Spätestens am zweiten Montag des Monats November, der auf die Wahlen folgt, wird (werden) der (die) Abkommensentwurf(e) dem Gemeindegemeinschafter vorgelegt.

Die Öffentlichkeit wird von diesem Entwurf oder diesen Entwürfen unverzüglich durch Anschlag beim Gemeindehaus in Kenntnis gesetzt.;"

4° in Artikel 5 wird der Absatz 7, eingefügt durch das Dekret 27. Juni 2007, wie folgt ersetzt:

„Nach Ablauf des in Absatz 2 erwähnten Zeitraums von dreißig Tagen bezeichnet die Regierung einen Schlichter, dessen Aufgabe sie festlegt. Am Ende dieser Aufgabe kann die Regierung neue Wahlen vornehmen lassen. In diesem Fall beauftragt die Regierung den Gouverneur, die Liste der Wähler der Gemeinde am Tag der Notifizierung des Beschlusses der Regierung an den Rat aufzustellen und die Wähler einzuberufen, um binnen fünfzig Tagen nach dieser Notifizierung neue Wahlen vorzunehmen. Der genaue Zeitplan der Wahlverrichtungen wird von der Regierung festgelegt. Die neuen Ratsmitglieder beenden das Mandat der Ratsmitglieder, die sie ersetzen.“

**Art. 13** - In Artikel L1123-2 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 8. Dezember 2005 wird der Wortlaut „in den Fällen, die in den Artikeln L1123-6, L1123-7, L1123-12, L1125-2 und L1125-7 erwähnt werden“ gestrichen.

**Art. 14** - In Artikel L1123-4 desselben Kodex wird § 3, eingefügt durch das Dekret vom 27. Juni 2007, durch folgende Bestimmung ersetzt:

„§ 3. Außer in dem in Artikel L1123-1, § 5 erwähnten Fall darf das in § 1 oder in § 2 erwähnte Ratsmitglied, das bei den Wahlen an einer der ersten drei Stellen der in Artikel L4112-4, § 2 erwähnten Kandidatenliste stand, und das darauf verzichtet, das Amt des Bürgermeisters, das ihm zufällt, auszuüben oder das auf dieses Amt verzichtet, nachdem es dieses Amt ausgeübt hat, während der Legislaturperiode nicht Mitglied des Gemeindegremiums sein.“

**Art. 15** - Artikel L1123-5 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 8. Dezember 2005, wird durch das Folgende ersetzt:

„Art. L1123-5 - § 1. Der Bürgermeister, der das Amt eines Ministers, eines Staatssekretärs, eines Mitglieds einer Regierung oder eines regionalen Staatssekretärs ausübt, oder in dem durch das Sonderdekret vom 9. Dezember 2010 zur Einschränkung der Häufung der Mandate bei den Abgeordneten des Wallonischen Parlaments erwähnten Fall, wird für den Zeitraum der Ausübung dieses Amtes als verhindert betrachtet.

Als verhindert wird auch der Bürgermeister betrachtet, der in Anwendung von Artikel L1123-32, § 2 einen Urlaub nimmt. Bei Abwesenheit oder Verhinderung des Bürgermeisters werden dessen Ämter von dem Schöffen belgischer Staatsangehörigkeit erfüllt, der von dem Bürgermeister beauftragt wird. Mangels dessen wird er durch den Schöffen belgischer Staatsangehörigkeit ersetzt, der den ersten Rang einnimmt.

§ 2. Ein Schöffe, der einen als verhindert betrachteten Bürgermeister ersetzt, wird gemäß Artikel L1123-10, § 1 auf Antrag des Gemeindegremiums für den Zeitraum ersetzt, während dem er den Bürgermeister ersetzt.“

**Art. 16** - Artikel L1123-10 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 8. Dezember 2005, wird durch das Folgende ersetzt:

„Art. L1123-10 - § 1. Der Schöffe, der das Amt eines Ministers, eines Staatssekretärs, eines Mitglieds einer Regierung oder eines regionalen Staatssekretärs ausübt, oder sich in dem durch das Sonderdekret vom 9. Dezember 2010 zur Einschränkung der Häufung von Mandaten bei den Abgeordneten des Wallonischen Parlaments erwähnten Fall befindet, wird für den Zeitraum der Ausübung dieses Amtes als verhindert betrachtet.

Als verhindert wird auch der Schöffe betrachtet, der in Anwendung von Artikel L1123-32 Urlaub nimmt.

§ 2. Der abwesende oder verhinderte Schöffe kann für den Zeitraum seiner Abwesenheit oder Verhinderung auf Vorschlag des Gremiums durch ein Ratsmitglied ersetzt werden, das von dem Rat unter den Ratsmitgliedern der politischen Fraktion bezeichnet wird, der er angehört. Mangels dessen kann er durch ein Ratsmitglied aus einer anderen, an das Mehrheitsabkommen gebundenen politischen Fraktion ersetzt werden.

Die in Artikel L1125-2 erwähnten Unvereinbarkeiten werden berücksichtigt.

Der abwesende oder verhinderte Schöffe kann unter den in Artikel L1123-8, § 2, Absatz 2 festgelegten Bedingungen durch einen außerhalb des Rates gewählten Schöffen aus der gleichen politischen Fraktion ersetzt werden, wenn alle Mitglieder des Gremiums und alle Ratsmitglieder, die den an das Mehrheitsabkommen gebundenen politischen Fraktionen angehören, gleichen Geschlechts sind.“

**Art. 17** - In Artikel L1123-14 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 8. Dezember 2005 und abgeändert durch das Dekret vom 8. Juni 2006 werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° § 1, Absatz 7 wird durch folgenden Satz ergänzt:

„Bei Einbringung eines kollektiven Misstrauensantrags oder eines individuellen Antrags gegen den Vorsitzenden des öffentlichen Sozialhilfezentrums richtet der Gemeindegemeinschafter sofort den Wortlaut des Antrags an jedes Mitglied des Sozialhilferates, wenn die auf den Vorsitzenden des öffentlichen Sozialhilfezentrums anwendbare Gesetzgebung seine Anwesenheit innerhalb des Gemeindegremiums vorsieht.“;

2° § 3 wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Im Laufe derselben gemeindlichen Legislaturperiode dürfen nicht mehr als zwei Misstrauensanträge gegen das gesamte Kollegium verabschiedet werden.“

**Art. 18** - In denselben Kodex wird ein Abschnitt 9 „Urlaub anlässlich der Geburt oder der Adoption eines Kindes“ in Kapitel III von Titel II von Buch I des ersten Teils eingefügt, der einen Artikel mit folgendem Wortlaut enthält:

„Art. 1123-32 - Anlässlich der Geburt oder der Adoption eines Kindes kann der Bürgermeister oder der Schöffe Urlaub nehmen. Er notifiziert dem Gemeindegremium seinen Urlaub schriftlich unter Angabe des Anfangs- und Enddatums. Die Dauer des Urlaubs beträgt höchstens 20 Wochen. Er endet spätestens 20 Wochen nach der Geburt oder der Adoption des Kindes.

Der Antrag auf einen Urlaub in der Eigenschaft als Schöffe oder Bürgermeister wird eingereicht, wenn der Betroffene während dieses Zeitraums Gemeinderatsmitglied bleiben will.“

**Art. 19** - Der Artikel L1125-3 desselben Kodex, abgeändert durch das Dekret vom 8. Dezember 2005, wird durch das Folgende ersetzt:

„Art. L1125-3 - § 1. Die Mitglieder der in Artikel L1121-1 des vorliegenden Kodex erwähnten Gemeindebehörde dürfen weder bis zum zweiten Grad einschließlich miteinander verwandt beziehungsweise verschwägert noch miteinander verheiratet sein oder gesetzlich zusammen wohnen.

Jene Personen, deren Ehepartner oder gesetzlich Zusammenwohnende untereinander bis zum zweiten Grad einschließlich verwandt sind, dürfen nicht zur gleichen Zeit dem Gemeinderat angehören.

§ 2. Wenn bis zu diesem Grad Verwandte beziehungsweise Verschwägerte oder Ehepartner oder aber gesetzlich Zusammenwohnende bei der gleichen Wahl gewählt wurden, richtet die Vorrangreihenfolge sich nach der Größe der Quotienten, aufgrund deren die von diesen Kandidaten erhaltenen Sitze der betreffenden Liste zuerkannt wurden.

Wurden zwei bis zum vorerwähnten Grad Verwandte beziehungsweise Verschwägerte oder zwei Ehepartner bzw. gesetzlich Zusammenwohnende gewählt, der eine als ordentliches Ratsmitglied und der andere als Ersatzmitglied, so gilt das Verbot, den Sitz einzunehmen, lediglich für letzteren, es sei denn, der von ihm einzunehmende Sitz ist vor der Wahl seines Verwandten, Verschwägerten oder Ehepartners frei geworden.

Der Vorrang zwischen Ersatzmitgliedern, die frei gewordene Mandate übernehmen sollen, wird an erster Stelle durch die zeitliche Reihenfolge des Freiwerdens der Mandate bestimmt.

Der Gewählte, der unter den in den Absätzen 1 bis 3 angeführten Umständen nicht in sein Amt eingesetzt worden ist, behält das Recht, zu einem späteren Zeitpunkt zur Eidesleistung zugelassen zu werden. Er wird durch das erste günstig eingestufte Ersatzmitglied der Liste ersetzt, auf der er gewählt worden ist.

Wenn diese Unvereinbarkeit nicht mehr gegeben ist, wird dieses als erstes Ersatzmitglied eingestuft.

§ 3. Eine zwischen Ratsmitgliedern später eingetretene Verschwägerung führt nicht zu einem Entzug der betreffenden Mandate. Dies trifft auf eine Eheschließung oder auf das gesetzliche Zusammenwohnen zwischen Ratsmitgliedern jedoch nicht zu.

Die Verschwägerung ist mit dem Ableben oder der Ehescheidung der Person, durch die sie entstanden ist, als aufgelöst zu betrachten.

**Art. 20** - Artikel L1125-7 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 8. Dezember 2005, wird durch das Folgende ersetzt:

„Das Ratsmitglied, das sich in einer der in den Artikeln L1125-5 und L1125-6 erwähnten Unvereinbarkeiten befindet, darf sein Amt nicht weiter ausüben.“

Das Kollegium informiert den Rat und den Betroffenen. Dieser kann dem Kollegium innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen seine Verteidigungsgründe mitteilen. Der Rat nimmt die Sachverhalte, die aufgrund ihrer Art zu einer Unvereinbarkeit führen können, zur Kenntnis und stellt die Amtsaberkennung von Amts fest. Er leitet das Verfahren zur Ersetzung des betreffenden Mitglieds ein.

Gegen diesen Beschluss kann ein auf Artikel 16 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat beruhender Einspruch erhoben werden. Er muss innerhalb von acht Tagen ab der Notifizierung des Beschlusses eingereicht werden.

Ist dem Betroffenen der Grund für die Amtsaberkennung auch ohne jeglicher Notifizierung bekannt und übt er sein Amt trotzdem weiter aus, setzt er sich den in Artikel 262 des Strafgesetzbuches angedrohten Strafen aus.“

**Art. 21** - In Artikel L1126-1, § 2 desselben Kodex wird der Wortlaut „dem Bürgermeister“ durch den Wortlaut „dem Vorsitzenden des Rates“ ersetzt.

**Art. 22** - In Artikel L1141-1, § 1, Absatz 1 desselben Kodex wird der Wortlaut „in den Artikeln L1122-30, L1122-31, L1122-32 und L1122-36 erwähnten“ durch den Wortlaut „unter die Zuständigkeiten des Gemeindegremiums oder -rates oder unter die Begutachtungszuständigkeit des Gemeindegremiums oder -rates - soweit diese Zuständigkeit einen Zweck gemeindlichen Interesses hat - fallenden“ ersetzt.

**Art. 23** - Artikel L1141-3 desselben Kodex wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Das in Absatz 1 erwähnte Formular wird binnen 15 Tagen ab dem Zeitpunkt ausgehändigt, an dem der Antrag an den Gemeindegemeinschaftssekretär gerichtet wurde.“

**Art. 24** - In Artikel L1141-4, abgeändert durch das Dekret vom 8. Dezember 2005, desselben Kodex, wird Absatz 3 durch Folgendes ersetzt:

„Die Überprüfung wird abgeschlossen, sobald die erforderliche Anzahl gültiger Unterschriften erreicht ist. Spätestens 30 Tage nach Empfang des Antrags schließt das Kollegium die Überprüfung ab. Es stellt den in Artikel L1141-3, Absatz 1, 3° des Kodex erwähnten Personen die Annahme oder Nicht-Annahme der Volksbefragung per Einschreiben zu. Im Falle einer Annahme organisiert der Gemeinderat die Volksbefragung.“

**Art. 25** - In Artikel L1141-5, abgeändert durch das Dekret vom 8. Dezember 2005, desselben Kodex, werden § 6 und § 7 durch Folgendes ersetzt:

„§ 6. Die Auszählung der Stimmen wird vorgenommen, wenn mindestens 10% der Einwohner an der Volksbefragung teilgenommen haben.“

§ 7. Die Bestimmungen von Artikel L4132-1 und Artikel L4143-20, § 6 sind auf die Volksbefragung auf gemeindlicher Ebene anwendbar, wobei das Wort „Wähler“ durch das Wort „Teilnehmer“, die Wortlaute „der Wähler“ bzw. „die Wähler“ jeweils durch die Wortlaute „der Teilnehmer“ bzw. „die Teilnehmer“, der Wortlaut „die Wahl“ durch den Wortlaut „die Volksbefragung“ und der Wortlaut „die Wahlen, für welche“ durch den Wortlaut „die Volksbefragung, für welche“ ersetzt werden.“

**Art. 26** - Artikel L1141-8 desselben Kodex wird mit einem Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Das Gemeindegremium nimmt die Ergebnisse der Volksbefragung und die Folgen bezüglich der Akte, die Gegenstand dieser Volksbefragung war, in die Tagesordnung der nächsten Sitzung des Gemeinderats auf.“

**Art. 27** - In denselben Kodex wird ein Artikel L1141-13 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Art. L1141-13 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel kann ein denjenigen Gemeinden ein finanzieller Anreiz gewährt werden, die auf Antrag ihrer Einwohner eine Volksbefragung organisieren. Der Betrag und die Bedingungen für die Gewährung dieses Anreizes werden von der Regierung bestimmt.“

**Art. 28** - In Artikel L1231-5, § 2, abgeändert durch das Dekret vom 15. Februar 2007, desselben Kodex, wird Absatz 4 durch Folgendes ersetzt:

„Die Verwaltungsratsmitglieder werden gemäß den Artikeln 167 und 168 des Wahlgesetzbuches proportional zum Gemeinderat bezeichnet.“

Jede demokratische politische Fraktion, die nicht gemäß dem im vorigen Absatz erwähnten System der Proportionalvertretung vertreten ist, hat Anrecht auf einen Sitz. In diesem Fall erhält die Mehrheit insgesamt eine Anzahl Sitze, die der den nicht am Mehrheitsabkommen beteiligten politischen Fraktionen zugeteilten Anzahl Überhangsitze entspricht. In diesem Fall ist die Grenze einer Höchstanzahl der Verwaltungsratsmitglieder, so wie sie im vorigen Absatz festgelegt ist, nicht anwendbar.

Für die Festsetzung dieses Verhältnisses wird/werden die besagte(n) Fraktion bzw. Fraktionen, die die demokratischen Grundsätze nicht einhalten würde(n), die insbesondere in der Konvention zum Schutz der Menschenrechte und Grundfreiheiten, in den in Belgien rechtsgültigen zusätzlichen Protokollen zu dieser Konvention, in dem Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen und in dem Gesetz vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermordes erwähnt werden, oder die Fraktion(en), von der/denen ein Mitglied die vorerwähnten Grundsätze und Gesetzgebungen nicht einhalten würde, und die Fraktion(en), von der/denen ein Mitglied Verwalter einer Vereinigung zur Zeit der Taten war, aufgrund deren sie wegen eines der im Gesetz vom 30. Juli 1981 oder im Gesetz vom 23. März 1995 vorgesehenen Verstöße verurteilt wurde, nicht berücksichtigt.“

**Art. 28bis** - In Artikel L1231-9, § 1 desselben Kodex ist vor Absatz 1 ein Absatz mit folgendem Wortlaut einzufügen:

„Die Gemeinde schließt einen Geschäftsführungsvertrag mit der autonomen Gemeinderegie ab. In diesem Vertrag werden zumindest die Art und der Umfang der Aufgaben angegeben, die die autonome Gemeinderegie aufnehmen muss, sowie die Indikatoren, die eine Bewertung der Durchführung ihrer Aufgaben ermöglichen. Der Geschäftsführungsvertrag wird für einen erneuerbaren Zeitraum von drei Jahren abgeschlossen.“

**Art. 29** - In den ersten Teil, Buch II, Titel III desselben Kodex wird ein Kapitel IV mit dem Titel "Die gemeindlichen VoE" eingefügt.

**Art. 30** - In den durch Artikel 29 eingefügten Kapitel IV wird ein Artikel L1234-1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L1234-1 - § 1. In den Angelegenheiten gemeindlichen Interesses kann/können eine oder mehrere Gemeinde(n) eine VoE gründen oder sich an ihr beteiligen, wenn die Notwendigkeit dieser Gründung oder dieser Beteiligung Gegenstand einer besonderen Begründung ist, die auf dem Vorhandensein eines spezifischen Bedürfnisses öffentlichen Interesses beruht, das nicht wirksam durch die allgemeinen Dienste, die Einrichtungen oder die Regien der Gemeinde erfüllt werden kann und das Gegenstand einer genauen Beschreibung ist.

§ 2. Die Gemeinde schließt einen Geschäftsführungsvertrag ab mit:

1° der VoE, innerhalb deren sie eine überragende Stellung im Sinne von Artikel L1234-2, § 2 des vorliegenden Kodex besitzt;

2° der VoE, der sie einen Zuschuss oder mehrere Zuschüsse gewährt, der/die sich mindestens auf 50.000 Euro pro Jahr beläuft/belaufen.

In diesem Vertrag werden zumindest die Art und der Umfang der Aufgaben angegeben, die die juristische Person aufnehmen muss, sowie die Indikatoren, die eine Bewertung der Durchführung ihrer Aufgaben ermöglichen.

Der Geschäftsführungsvertrag wird für einen Zeitraum von drei Jahren abgeschlossen. Er ist erneuerbar.

§ 3. Jedes Jahr erstellt das Gemeindegremium einen Bericht zur Bewertung der Durchführung des Geschäftsführungsvertrags. Dieser Bericht wird dem Gemeinderat vorgelegt, welcher dann die Erfüllung der sich aus dem Geschäftsführungsvertrag ergebenden Verpflichtungen überprüft."

**Art. 31** - In den durch Artikel 29 eingefügten Kapitel IV wird ein Artikel L1234-2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L1234-2 - § 1. Der Gemeinderat ernannt die Vertreter der Gemeinde in den VoE, an denen eine oder mehrere Gemeinde(n) beteiligt ist/sind. Er kann diese Mandate entziehen.

In Anwendung der Statuten schlägt er ebenfalls die Kandidaten für die der Gemeinde vorbehaltenen Mandate in den sonstigen Verwaltungs- und Kontrollorganen vor.

Die die Gemeinde vertretenden Verwaltungsratsmitglieder sind beider Geschlechter. Ihre Anzahl darf ein Fünftel der Anzahl Gemeinderatsmitglieder nicht überschreiten.

Die Vertreter bei der Generalversammlung werden gemäß den Artikeln 167 und 168 des Wahlgesetzbuches proportional zum Gemeinderat benannt.

Falls nur eine Gemeinde an der VoE beteiligt ist werden die die Gemeinde vertretenden Verwaltungsratsmitglieder gemäß den Artikeln 167 und 168 des Wahlgesetzbuches proportional zum Gemeinderat benannt, und falls mehr als eine Gemeinde an der VoE beteiligt ist, gemäß den Artikeln 167 und 168 des Wahlgesetzbuches proportional zur Gesamtheit der Gemeinderäte der angeschlossenen Gemeinden, ohne Berücksichtigung der besagten Fraktion bzw. Fraktionen, die die demokratischen Grundsätze nicht einhalten würde(n), die insbesondere in der Konvention zum Schutz der Menschenrechte und Grundfreiheiten, in dem Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen und in dem Gesetz vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermordes erwähnt werden.

Für die Festsetzung dieses Verhältnisses werden die etwaigen statutengemäßen Kriterien sowie die fakultativen individuellen Listenverbindungs- bzw. Zusammenführungserklärungen berücksichtigt.

Jede politische Fraktion, die von Absatz 1 nicht betroffen ist, wird unter Berücksichtigung der begrenzten Anzahl der verfügbaren Mandate vertreten.

§ 2. Sobald der Gemeinde die Mehrzahl der Mandate in den Verwaltungs- und Kontrollorganen von den Statuten zugeschrieben wird hat jede demokratische politische Fraktion, die nicht gemäß dem in Absatz 1 erwähnten System der Proportionalvertretung vertreten ist, Anrecht auf einen Sitz. In diesem Fall erhält die Mehrheit insgesamt eine Anzahl Sitze, die der den nicht am Mehrheitsabkommen beteiligten politischen Fraktionen zugeteilten Anzahl Überhangsitze entspricht.

§ 3. Falls mehrere Gemeinden an einer VoE beteiligt sind und unter der Voraussetzung, dass sie über die Mehrheit der Stimmen verfügen, hat jede demokratische politische Fraktion, die mindestens über einen gewählten Vertreter innerhalb einer der angeschlossenen Gemeinden und mindestens über einen gewählten Vertreter im Wallonischen Parlament verfügt und die nicht gemäß dem in Absatz 1 erwähnten System der Proportionalvertretung vertreten ist, Anrecht auf einen Sitz. In jedem Fall gewährt dieser zusätzliche Sitz dem derart bezeichneten Verwaltungsratsmitglied die Stimmberechtigung."

**Art. 32** - In den durch Artikel 29 eingefügten Kapitel IV wird ein Artikel L1234-3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 1234-3 - Jährlich kann das als Vertreter der Gemeinde in den VoE bezeichnete Ratsmitglied einen schriftlichen Bericht über die Ausübung seines Mandats verfassen. Während der Benennung des Ratsmitglieds, das die Gemeinde vertreten wird, setzt der Gemeinderat die Modalitäten dieses Berichts fest. Wenn die Gemeinde über mehrere Vertreter innerhalb derselben VoE verfügt können sie einen gemeinsamen Bericht verfassen."

**Art. 33** - In den durch Artikel 29 eingefügten Kapitel IV wird ein Artikel L1234-4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L1234-4 - Die Gemeinderatsmitglieder können die Haushaltspläne, Rechnungen und Beratungen der Verwaltungs- und Kontrollorgane derjenigen VoE einsehen, innerhalb deren die Gemeinde eine überragende Stellung im Sinne von Artikel L1234-2, § 2 des vorliegenden Kodex besitzt, und ihre Gebäude und Dienststellen besichtigen.

Die in Anwendung dieser Bestimmung von den Ratsmitgliedern erhaltenen Informationen können nur im Rahmen der Ausübung ihres Mandats benutzt werden.

Die Gemeinderatsmitglieder, die auf Listen von Parteien gewählt worden sind, die die demokratischen Grundsätze nicht einhalten, die insbesondere in der Konvention zum Schutz der Menschenrechte und Grundfreiheiten, in den in Belgien rechtsgültigen zusätzlichen Protokollen zu dieser Konvention, im Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen, und im Gesetz vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des Zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermordes angeführt sind, sind vom Vorteil des in den vorigen Absätzen erwähnten Einsichts- und Besuchsrechts ausgeschlossen.

Jedes Ratsmitglied, das von diesen Rechten Gebrauch gemacht hat, kann beim Gemeinderat einen schriftlichen Bericht erstatten.

Der Gemeinderat bestimmt die Anwendungsmodalitäten des vorliegenden Artikels in seiner allgemeinen Dienstordnung."

**Art. 34** - In den durch Artikel 29 eingefügten Kapitel IV wird ein Artikel L1234-5 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L1234-5 - Jedes Mitglied eines Gemeinderats, das in dieser Eigenschaft ein Mandat in einer VoE ausübt, gilt als völlig rechtmäßig ausgeschieden, sobald er diesem Gemeinderat nicht mehr angehört."

Alle Mandate in den verschiedenen Organen der VoE laufen unmittelbar nach der ersten Generalversammlung ab, die auf die Erneuerung der Gemeinderäte folgt."

**Art. 35** - In den durch Artikel 29 eingefügten Kapitel IV wird ein Artikel L1234-6 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L1234-6 - Der "Die gemeindlichen VoE" betitelte Kapitel IV ist auf diejenigen VoE nicht anwendbar, deren Tätigkeiten gemäß einem spezifischen gesetzlichen Rahmen organisiert sind.

Die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets bestehenden VoE bringen ihre Statuten mit den Bestimmungen des vorliegenden Dekrets vor dem 30. Juni 2013 in Übereinstimmung."

**Art. 36** - In demselben Kodex wird ein Artikel L1321-3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L1321-3 - Je nach den von ihm festgesetzten Modalitäten kann der Gemeinderat beschließen, einen als Beteiligungshaushalt bezeichneten Teil des Gemeindehaushalts zu aus Wohnviertel- und Bürgervereinigungen mit Rechtspersönlichkeit entstandenen Projekten zu bestimmen."

**Art. 37** - In Artikel L1522-4, ersetzt durch das Dekret vom 19. Juli 2006 und abgeändert durch das Dekret vom 9. März 2007, § 1 desselben Kodex, wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut zwischen die Absätze 2 und 3 eingefügt:

"Jede demokratische politische Fraktion, die mindestens über einen gewählten Vertreter innerhalb einer der angeschlossenen Gemeinden im Wallonischen Parlament verfügt und die nicht gemäß dem im vorliegenden Paragraphen erwähnten System der Proportionalvertretung vertreten ist, hat Anrecht auf einen Sitz. In jedem Fall gewährt dieser zusätzliche Sitz dem derart benannten Mitglied des geschäftsführenden Ausschusses die Stimmberechtigung. In diesem Fall ist die in § 3 erwähnte Grenze einer Höchstanzahl der Mitglieder des geschäftsführenden Ausschusses nicht anwendbar."

**Art. 38** - In Artikel L1523-1, ersetzt durch das Dekret vom 19. Juli 2006 und abgeändert durch das Dekret vom 30. April 2009, desselben Kodex, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° In Absatz 1 wird der Wortlaut "oder aber die der Vereinigung ohne Erwerbszweck" gestrichen;

2° In Absatz 2 werden die Wortlaute "entweder" und "oder diejenigen über die Vereinigungen ohne Erwerbszweck" gestrichen;

3° Absatz 3 wird gestrichen.

**Art. 39** - In Artikel L1523-10, § 1, ersetzt durch das Dekret vom 19. Juli 2006 und abgeändert durch das Dekret vom 9. März 2007, desselben Kodex, wird der Wortlaut "und/oder Provinzialratsmitglieder" durch den Wortlaut "und ggf. Provinzial- und Ö.S.H.Z.-Ratsmitglieder" ersetzt.

**Art. 40** - In Artikel L1523-11, eingefügt durch das Dekret vom 19. Juli 2006, desselben Kodex, wird Absatz 3 durch Folgendes ersetzt:

"Im Falle der Beteiligung einer Provinz oder eines Ö.S.H.Z. wird die Vertretung der angeschlossenen Provinz(en) oder des/der angeschlossenen Ö.S.H.Z. in der Generalversammlung mutatis mutandis bestimmt."

**Art. 41** - In Artikel L1523-12, eingefügt durch das Dekret vom 19. Juli 2006, desselben Kodex, wird Absatz 1 durch Folgendes ersetzt:

"In der Generalversammlung verfügt jede Gemeinde über ein Stimmrecht, das durch die Statuten oder durch die Anzahl Anteile, über die sie verfügt, bestimmt wird. Die Vertreter jeder Gemeinde und gegebenenfalls jeder Provinz oder jedes Ö.S.H.Z. vertreten vor der Generalversammlung das Verhältnis der in ihrem jeweiligen Rat abgegebenen Stimmen.

In Ermangelung eines Beschlusses des Gemeinde- oder gegebenenfalls Provinzial- oder Ö.S.H.Z.-Rats verfügt jeder Vertreter über ein Stimmrecht, das dem Fünftel der dem Gesellschafter, den er vertritt, zugewiesenen Anteile entspricht.

Was die Genehmigung der Jahresabrechnung, die Abstimmung der Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder und der Mitglieder des in Artikel L1523-24 erwähnten Kollegiums sowie die Fragen über den strategischen Plan angeht, wird das Nichtvorhandensein eines Beschlusses der Gemeinde, der Provinz oder des Ö.S.H.Z. jedoch als eine Stimmenthaltung des betroffenen Gesellschafters betrachtet."

**Art. 42** - In Artikel L1523-13, eingefügt durch das Dekret vom 19. Juli 2006 und abgeändert durch das Dekret vom 9. März 2007, desselben Kodex, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° In § 1 wird Absatz 3 durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Der Verwaltungsrat trägt jeden zusätzlichen Punkt, der durch eine auf dem Gebiet von einer/einem der Gemeinden, Provinzen oder angeschlossenen Ö.S.H.Z. wohnhafte Person als Schriftstück mitgeteilt wurde, in die Tagesordnung der Generalversammlung des ersten Semesters ein, soweit der Antrag mit Gründen und einem Beschlussvorschlag versehen ist und ihm vor dem 1. März des betroffenen Jahres vorgelegt wird. Der Verwaltungsrat trägt jeden zusätzlichen Punkt, der durch eine auf dem Gebiet von einer/einem der Gemeinden, Provinzen oder angeschlossenen Ö.S.H.Z. wohnhafte Person als Schriftstück mitgeteilt wurde, in die Tagesordnung der Generalversammlung des zweiten Semesters ein, soweit der Antrag mit Gründen und einem Beschlussvorschlag versehen ist und ihm vor dem 1. September des betroffenen Jahres vorgelegt wird. Nach Ablauf dieser Frist wird der als Schriftstück vorgelegte Punkt auf die nächste Sitzung verlegt. Wenn die Generalversammlung beschließt, von dem form- und fristgerecht vorgelegten Vorschlag abzuweichen, muss ihr Beschluss gerechtfertigt werden.";

2° In § 1 wird der Absatz 4 durch den folgenden Wortlaut ergänzt:

"In dem Einberufungsschreiben wird erwähnt, dass die Sitzung der Generalversammlung jeder auf dem Gebiet von einer/einem der Gemeinden, Provinzen oder angeschlossenen Ö.S.H.Z. wohnhaften Person offen steht";

3° In § 1 werden die Absätze 5 bis 6 durch Folgendes ersetzt:

"Die Mitglieder der beteiligten Gemeinde-, Provinzial- und/oder Ö.S.H.Z.-Räte sowie jede seit mindestens sechs Monaten auf dem Gebiet von einer/einem der Gemeinden, Provinzen oder angeschlossenen Ö.S.H.Z. wohnhafte Person dürfen den Sitzungen als Beobachter beiwohnen, außer wenn es sich um Personensachen handelt.

In diesem Fall schließt der Vorsitzende die Öffentlichkeit aus, und die Sitzung darf nur dann öffentlich weitergeführt werden, wenn die Besprechung zu dieser Frage abgeschlossen ist.";

4° In § 2 werden die Absätze 1 bis 3 durch Folgendes ersetzt:

"Die Gemeinde-, Provinzial- und Ö.S.H.Z.-Ratsmitglieder der angeschlossenen Gemeinden, Provinzen und Ö.S.H.Z. sind berechtigt, die Haushaltspläne, Rechnungen und Beratungen der Verwaltungs- und Kontrollorgane der Interkommunalen einzusehen.

Die Gemeinde-, Provinzial- und/oder Ö.S.H.Z.-Ratsmitglieder der angeschlossenen Gemeinden, Provinzen und Ö.S.H.Z. sind berechtigt, die Gebäude und Dienststellen der Interkommunale zu besichtigen.

Die Gemeinde-, Provinzial- oder Ö.S.H.Z.-Ratsmitglieder, die auf Listen von Parteien gewählt worden sind, die die demokratischen Grundsätze nicht einhalten, die u.a. in der Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten, in den in Belgien rechtsgültigen zusätzlichen Protokollen zu dieser Konvention, im Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen, im Gesetz vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des Zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermords angeführt sind, und diejenigen, die Verwalter einer Vereinigung zur Zeit der Taten waren, aufgrund deren sie wegen eines der im Gesetz vom 30. Juli 1981 oder im Gesetz vom 23. März 1995 vorgesehenen Verstöße verurteilt wurden, sind vom Vorteil des in den vorigen Absätzen erwähnten Einsichtnahme- und Besuchsrechts ausgeschlossen.“

**Art. 43** - In Artikel L1523-15, eingefügt durch das Dekret vom 19. Juli 2006 und abgeändert durch das Dekret vom 9. März 2007, desselben Kodex, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° § 2 wird durch Folgendes ersetzt:

“Die Verwaltungsmitglieder, die die angeschlossenen Gemeinden bzw. Provinzen bzw. Ö.S.H.Z. vertreten, sind beider Geschlechter.”;

2° In § 3, Absatz 5 wird der Wortlaut “die Provinzen und” gestrichen;

3° In § 3 wird ein Absatz 6 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Jede demokratische politische Fraktion, die mindestens über einen gewählten Vertreter innerhalb einer der angeschlossenen Gemeinden im Wallonischen Parlament verfügt und die nicht gemäß dem im vorliegenden Paragraphen erwähnten System der Proportionalvertretung vertreten ist, hat Anrecht auf einen Sitz. In jedem Fall gewährt dieser zusätzliche Sitz dem derart benannten Verwaltungsratsmitglied die Stimmberechtigung. In diesem Fall ist die in § 5 erwähnte Grenze einer Höchstanzahl der Verwaltungsmitglieder nicht anwendbar.“

4° In § 3 wird ein Absatz 7 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Die jede Provinz vertretenden Verwaltungsratsmitglieder werden gemäß den Artikeln 167 und 168 des Wahlgesetzbuches proportional, nach einem Verteilungsschlüssel benannt, die für jegliche Liste der innerhalb des Provinzrates vertretenen Kandidaten zur Hälfte die Anzahl der innerhalb des Provinzrates besessenen Sitze und zur Hälfte die Anzahl der während der Provinzwahlen erhaltenen Stimmen einschließt.

Die Regierung legt die Modalitäten für die Umsetzung von Absatz 7 fest.

Absätzen 2 bis 4 des vorliegenden Paragraphen finden mutatis mutandis auf die Benennung der Verwaltungsmitglieder der angeschlossenen Provinzen Anwendung.“

**Art. 44** - Artikel L1523-23, § 1 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 19. Juli 2006 und abgeändert durch das Dekret vom 9. März 2007, wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“Innerhalb von 48 Stunden nach Eingang der Einberufung durch die Gemeinde wird deren Anschlag vorgenommen. Die Tagesordnung wird ebenfalls angeschlagen.“

**Art. 45** - In Artikel L1532-2, Absatz 1 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 19. Juli 2006, wird Punkt 2° gestrichen.

**Art. 46** - In demselben Kodex wird ein Artikel 1541-4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 1541-4 - Die Interkommunalen, die die Rechtsform der Vereinigung ohne Erwerbszweck angenommen haben, bringen ihre Statuten spätestens auf der ersten Generalversammlung, die auf die vollständige Erneuerung der Gemeinde- und Provinzialräte folgt mit den Bestimmungen der Artikel L1234-1 bis L1234-6 des vorliegenden Kodex in Übereinstimmung.“

**Art. 47** - In Artikel L2212-5, Absatz 2 desselben Kodex wird der Wortlaut “vor der” gestrichen und wird der Wortlaut “Die Regierung bestimmt die Zusammensetzung der Wahldistrikte und legt die Verteilung der Sitze unter den Distrikten fest, die in Anlage 3 des vorliegenden Kodex angeführt werden.” hinzugefügt.

**Art. 48** - Artikel L2212-9 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 8. Dezember 2005, wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

“Art. L2212-9 - § 1. Anlässlich der Geburt oder Adoption eines Kindes hat das Provinzialratsmitglied Anrecht auf Urlaub. Er setzt den Provinzialrat über seinen Urlaub in Kenntnis und teilt dabei das Datum des Beginns und des Endes mit. Die Dauer des Urlaubs beträgt maximal 20 Wochen. Er endet spätestens 20 Wochen nach der Geburt oder der Adoption.

§ 2. Anlässlich des in § 1 angeführten Urlaubs ersetzt der Provinzialrat das Ratsmitglied für die Dauer des Urlaubs, falls die Mehrheit der Mitglieder der Fraktion, der das Ratsmitglied, dem der Urlaub gewährt wird, angehört, dies beantragt.

§ 3. Er wird durch wird durch das entsprechend Artikel L4145-14 als erstes auf seiner Liste stehende Ersatzmitglied ersetzt, nachdem dessen Mandat durch den Provinzialrat geprüft worden ist.

§ 4. Absatz 1 ist jedoch nur ab der ersten Sitzung des Provinzialrates nach derjenigen anwendbar, während deren das verhinderte Provinzialratsmitglied in sein Amt eingesetzt wurde.“

**Art. 49** - Artikel L2212-29 desselben Kodex wird durch das Folgende ersetzt:

“Art. L2212-29 § 1. Die Einwohner der Provinz können das Kollegium unmittelbar während öffentlichen Sitzungen des Rats interpellieren.

§ 2. Jede natürliche Person, die das Alter von achtzehn Jahren erreicht hat, und die im Bevölkerungsregister einer Gemeinde der Provinz eingetragen ist, sowie jede juristische Person, deren Gesellschafts- oder Betriebsitz auf dem Gebiet einer Gemeinde der Provinz gelegen ist, und die durch eine natürliche Person vertreten ist, die das Alter von achtzehn Jahren erreicht hat, gilt als Einwohner im Sinne des vorliegenden Artikels.

§ 3. Der vollständige Text der vorgeschlagenen Interpellation muss dem Vorsitzenden des Rats als Schriftstück übergeben werden.

Um zulässig zu sein, muss die eingereichte Interpellation den folgenden Bedingungen genügen:

1° von einer einzigen Person eingereicht werden;

2° als Frage formuliert werden und nicht zu einer mündlichen Ansprache von über zehn Minuten führen;

3° sich auf Folgendes beziehen:

a) auf einen Gegenstand, der unter die Zuständigkeit eines Beschlusses des Gemeindegremiums oder -rates fällt;

b) auf einen Gegenstand, der unter die Zuständigkeit eines Gutachtens des Gemeindegremiums oder -rates fällt, insofern diese Zuständigkeit einen Gegenstand hat, der das Gemeindegebiet betrifft.

Die Fragen, die in den Zuständigkeitsbereich einer anderen Machtebene fallen, werden gegebenenfalls von dem Präsidenten des Rates an die betroffene Versammlung oder Exekutive übermittelt, damit darauf gemäß den einschlägigen Verfahren geantwortet wird;



4° von allgemeinem Interesse sein; Fragen in Bezug auf Fälle von persönlichem Interesse werden gegebenenfalls im Rahmen des Artikels L2212-28 behandelt oder einem der Ausschüsse des Rates zur Prüfung zurückgeschickt;

5° nicht gegen die Grundfreiheiten und -rechte verstoßen;

6° keine Personenangelegenheit betreffen;

7° keine Bitten um Auskünfte statistischer Art darstellen;

8° keine Bitten um Informationsmaterial darstellen;

9° nicht die Erlangung von Ratschlägen juristischer Art zum einzigen Zweck haben;

Das Präsidium entscheidet über die Zulässigkeit der Interpellation. Die Entscheidung in Bezug auf die Unzulässigkeit wird im Rahmen einer Sitzung des Provinzialrates besonders begründet.

§ 4. Nachdem er dazu von dem Vorsitzenden des Rates aufgefordert worden ist, stellt der Interpellierende seine Frage in öffentlicher Sitzung gemäß den Regeln zur Organisation der Wortmeldung innerhalb der Versammlung und unter Einhaltung der in § 3 gewährten Zeit.

Das Kollegium antwortet gemäß der Entscheidung in Bezug auf die durch das Präsidium beschlossene Organisation der Arbeiten.

Der Interpellierende verfügt über zwei Minuten, um auf die Antwort zu erwidern, bevor dieser Punkt der Tagesordnung vollständig abgeschlossen wird.

§ 5. Die in dem vorliegenden Artikel erwähnten Interpellationen, Fragen und Antworten werden im Informationsblatt der Provinz und auf der Internet-Webseite der Provinz veröffentlicht."

**Art. 50** - In Artikel L2212-35, § 1, Absatz 1 desselben Kodex wird der Wortlaut "über Angelegenheiten mit Bezug auf die Verwaltung der Provinz zu stellen" durch den Wortlaut "zu stellen, die in den Bereich der Beschlussbefugnis des Kollegiums oder des Provinzialrats fallen oder in den Bereich der Begutachtungsbefugnis des Kollegiums oder des Provinzialrats, insofern sich diese Befugnis auf einen Bereich bezieht, der das Gebiet der Provinz betrifft." ersetzt.

**Art. 51** - Artikel L2212-39 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 8. Dezember 2005 und abgeändert durch das Dekret vom 8. Juni 2006, wird wie folgt abgeändert:

1° in § 1 wird Absatz 2 durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"Das Ratsmitglied, das im Laufe der Legislaturperiode aus seiner politischen Fraktion austritt, gibt von Rechts wegen die gesamten Mandate auf, die es nach Artikel L5111-1 derivativ ausübte. Die ordnungsgemäß unterzeichnete Rücktrittserklärung wird dem Vorsitzenden oder der Person, die ihn ersetzt, übermittelt. Der Rücktritt wird den Mitgliedern des Provinzialrates bei der nächsten Sitzung zur Kenntnis gebracht. Der Rücktritt wird an dem Datum wirksam und er wird im Protokoll der Sitzung des Provinzialrates vermerkt. Den Einrichtungen, in denen das Mitglied vertreten ist, wird ein Protokollauszug nach Artikel L5111-1 übermittelt.;"

2° in § 1 wird zwischen die Absätze 2 und 3 ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Das Ratsmitglied, das im Laufe der Legislaturperiode aus seiner politischen Fraktion ausgeschlossen wird, wird von Rechts wegen seiner gesamten Mandate, die es nach Artikel L5111-1 derivativ ausübte, enthoben. Die Ausschlussakte ist gültig, wenn sie von der Mehrheit der Mitglieder der genannten Fraktion unterzeichnet worden ist und dem Vorsitzenden oder der Person, die ihn ersetzt, übermittelt wird. Der Ausschluss wird den Mitgliedern des Provinzialrates bei der nächsten Sitzung zur Kenntnis gebracht. Der Ausschluss wird an dem Datum wirksam und er wird im Protokoll der Sitzung des Provinzialrates vermerkt. Den Einrichtungen, in denen das Mitglied vertreten ist, wird ein Protokollauszug nach Artikel L5111-1 übermittelt.;"

3° in § 5 wird der Wortlaut "in den Fällen, die in den Artikeln L2212-42, §§ 3, 4 und 5 und L2212-44 vorgesehen sind," gestrichen.

**Art. 52** - Artikel L2212-42 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 8. Dezember 2005, werden § 1 und § 2 durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"§ 1. Der Provinzabgeordnete, der das Amt eines Ministers, eines Staatssekretärs, eines Mitglieds einer Regierung oder eines regionalen Staatssekretärs ausübt, wird für den Zeitraum der Ausübung dieses Amtes als verhindert betrachtet.

Der Provinzabgeordnete, der in Anwendung von Artikel L2212-9 Urlaub in Anspruch nimmt, wird ebenfalls als verhindert betrachtet.

§ 2. Der abwesende oder verhinderte Provinzabgeordnete kann für den Zeitraum seiner Abwesenheit oder Verhinderung auf Vorschlag des Kollegiums durch ein Ratsmitglied ersetzt werden, das vom Rat unter den Ratsmitgliedern der politischen Fraktion bezeichnet wird, der er angehört. Mangels dessen kann er durch ein Ratsmitglied aus einer anderen, an das Mehrheitsabkommen gebundenen politischen Fraktion ersetzt werden.

Zur Anwendung dieser Regel werden die in Artikel L2212-74 angegebenen Unvereinbarkeiten berücksichtigt.

Der abwesende oder verhinderte Provinzabgeordnete kann unter den in Artikel L2212-40, § 2, Absatz 2 festgelegten Bedingungen durch einen außerhalb des Rates gewählten und derselben Fraktion angehörenden Provinzabgeordneten ersetzt werden, wenn die gesamten Mitglieder des Kollegiums und die gesamten Ratsmitglieder, der durch das Mehrheitsabkommen gebundenen politischen Fraktionen gleichen Geschlechts sind."

**Art. 53** - In Artikel L2212-74 werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in § 1 wird ein Punkt 15° mit folgendem Wortlaut hinzugefügt: "15° : die Verwandten oder Verschwägerten bis zum zweiten Grad einschließlich, oder die miteinander Verheirateten oder gesetzlich zusammenwohnenden Partner.;"

2° in § 2, Absatz 4 werden folgende Sätze hinzugefügt:

"Der Gewählte, der unter den in den Absätzen 1 bis 3 angeführten Umständen nicht in sein Amt eingesetzt worden ist, behält das Recht, zu einem späteren Zeitpunkt zur Eidesleistung zugelassen zu werden.

Er wird durch das erste günstig eingestufte Ersatzmitglied der Liste ersetzt, auf der er gewählt worden ist.

Wenn diese Unvereinbarkeit nicht mehr gegeben ist, wird dieses als erstes Ersatzmitglied eingestuft.;"

3° Ein § 3 mit folgendem Wortlaut wird hinzugefügt:

"Eine zwischen Ratsmitgliedern später eingetretene Verschwägerung führt nicht zu einem Entzug der betreffenden Mandate.

Die Verschwägerung ist mit dem Ableben oder der Ehescheidung der Person, durch die sie entstanden ist, als aufgelöst zu betrachten."

**Art. 54** - In Artikel L2212-76, § 3, Absatz 1 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 8. Dezember 2005, wird der Wortlaut "bis zum vierten Grad einschließlich" durch den Wortlaut "bis zum zweiten Grad einschließlich" ersetzt.

**Art. 55** - In Artikel L2212-77, § 4 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 8. Dezember 2005, wird der Wortlaut "bis zum dritten Grad einschließlich" durch den Wortlaut "bis zum zweiten Grad einschließlich" ersetzt.

**Art. 56** - In Artikel L2223-5, § 2 desselben Kodex werden die Absätze 3 und 4 durch das Folgende ersetzt:

"Der Provinzialrat bestimmt die Mitglieder des Verwaltungsrats der autonomen Provinzialregie. Ihre Anzahl darf ein Fünftel der Anzahl Provinzialratsmitglieder nicht überschreiten.

Die die Gemeinde vertretenden Verwaltungsratsmitglieder werden gemäß den Artikeln 167 und 168 des Wahlgesetzbuches proportional zum Gemeinderat benannt. Eine demokratische politische Fraktion, die nach dem Grundsatz der verhältnismäßigen Vertretung nicht vertreten ist, hat Anrecht auf einen Sitz. In diesem Fall wird der Mehrheit in ihrer Gesamtheit eine Anzahl an Sitzen zugeteilt, die der Anzahl der überzähligen Sitze entspricht, die den politischen Fraktionen, die nicht am Mehrheitsabkommen beteiligt sind, zugeteilt werden. In diesem Fall gelangt die Begrenzung auf eine Höchstanzahl von Verwaltungsratsmitgliedern, die im vorherigen Absatz festgelegt wird, nicht zur Anwendung.

Für die Festsetzung dieses Verhältnisses wird/werden die Fraktion bzw. Fraktionen, die die demokratischen Grundsätze nicht einhalten würden, die insbesondere in der Konvention zum Schutz der Menschenrechte und Grundfreiheiten, in den in Belgien rechtsgültigen zusätzlichen Protokollen zu dieser Konvention, in dem Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen und in dem Gesetz vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermordes erwähnt werden, oder die Fraktion bzw. Fraktionen, deren Mitglied die vorerwähnten Grundsätze und Gesetzgebungen missachten würde sowie diejenige(n), von denen ein Mitglied Verwalter einer Vereinigung zur Zeit der Taten war, aufgrund deren sie wegen eines der im Gesetz vom 30. Juli 1981 oder im Gesetz vom 23. März 1995 vorgesehenen Verstöße verurteilt wurde(n), nicht berücksichtigt."

**Art. 57** - In Artikel L2223-13 desselben Kodex wird § 1 durch das Folgende ersetzt:

«§ 1. In den Angelegenheiten, die in Anwendung von Artikel L2212-32 in den Zuständigkeitsbereich der Provinz fallen, können eine oder mehrere Provinzen eine VoE oder eine sonstige Vereinigung nur dann gründen oder sich daran beteiligen, wenn die folgenden Bedingungen erfüllt sind:

**Art. 58** - Artikel L2223-14 desselben Kodex wird durch das Folgende ersetzt:

"Art. L2223-14 - § 1. Der Provinzialrat bezeichnet die Vertreter der Provinz in den VoE, in denen eine oder mehrere Provinzen Mitglied sind. Er kann diese Mandate entziehen.

Er schlägt zudem die Bewerber für die der Provinz in Anwendung der Statuten in den anderen Verwaltungs- und Kontrollorganen vorbehaltenen Mandate vor.

Die die Provinz vertretenden Verwaltungsratsmitglieder sind beider Geschlechter. Ihre Anzahl darf ein Fünftel der Anzahl Provinzialratsmitglieder nicht überschreiten.

Die Vertreter bei der Generalversammlung werden gemäß den Artikeln 167 und 168 des Wahlgesetzbuches proportional zum Provinzialrat benannt.

Die die Provinz vertretenden Verwaltungsratsmitglieder werden für den Fall, dass die VoE nur eine Provinz umfasst, gemäß den Artikeln 167 und 168 des Wahlgesetzbuches proportional zum Provinzialrat bezeichnet, und für den Fall, dass die VoE mehr als eine Provinz umfasst, gemäß den Artikeln 167 und 168 des Wahlgesetzbuches proportional den gesamten Provinzialräten der beteiligten Provinzen, ohne Berücksichtigung der besagten Fraktion bzw. Fraktionen, die die demokratischen Grundsätze nicht einhalten würde bzw. würden, die insbesondere in der Konvention zum Schutz der Menschenrechte und Grundfreiheiten, in dem Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen und in dem Gesetz vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermordes erwähnt werden.

§ 2. Falls durch die Statuten die Mehrheit der Mandate in den Kontroll- und Verwaltungsorganen an die Provinz vergeben wird, so hat jede demokratische politische Fraktion, die nach dem in § 1 angeführten Grundsatz der verhältnismäßigen Vertretung nicht vertreten ist, Anrecht auf einen Sitz. In diesem Fall wird der Mehrheit in ihrer Gesamtheit eine Anzahl an Sitzen zugeteilt, die der Anzahl der überzähligen Sitze entspricht, die den politischen Fraktionen, die nicht am Mehrheitsabkommen beteiligt sind, zugeteilt werden.

§ 3. Falls mehrere Provinzen an einer VoE beteiligt sind und unter der Voraussetzung, dass sie über die Mehrheit der Stimmen verfügen, hat jede demokratische politische Fraktion, die mindestens über einen gewählten Vertreter innerhalb einer der angeschlossenen Provinzen und mindestens über einen gewählten Vertreter im Wallonischen Parlament verfügt und die nicht gemäß dem in § 1 erwähnten System der Proportionalvertretung vertreten ist, Anrecht auf einen Überhangsitz.

In jedem Fall gewährt dieser zusätzliche Sitz dem derart benannten Verwaltungsratsmitglied die Stimmberechtigung.

"§ 4. Die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets bestehenden VoE bringen ihre Statuten mit den Bestimmungen des vorliegenden Dekrets vor dem 30. Juni 2013 in Übereinstimmung."

**Art. 59** - In Artikel L3122-2 desselben Kodex, eingefügt durch das Dekret vom 22. November 2007 wird ein Punkt 8° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"8° die ursprüngliche oder im Anschluss an einen kollektiven Misstrauensantrag durchgeführte Amtseinsetzung der Mitglieder des Sozialhilferates sowie jede individuelle Ersetzung."

**Art. 60** - In Artikel L3221-1, 3° desselben Kodex wird zwischen den Wortlaut "Adresse" und den Wortlaut "und Telefonnummer" der Wortlaut ", ggf. E-mail-Adresse" eingefügt.

**Art. 61** - In dem einzigen Kapitel des Titels II des Buches II desselben Kodex wird ein Artikel L3221-3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L3221-3 - § 1. Ein Informationsblatt der Gemeinde oder der Provinz, das dazu dient, Informationen von lokalem oder provinzialem Interesse zu verbreiten, kann auf Initiative des Gemeinde- oder Provinzialrates herausgegeben werden. Der Gemeinderat kann mit der Zustimmung des Sozialhilferates beschließen, ein einziges Informationsblatt der Gemeinde und des Öffentlichen Sozialhilfezentrums herauszugeben.

§ 2. Falls eine politische Fraktion über die Mitteilungen hinaus, die die Mitglieder des Gemeinde- oder Provinzialrates in der Ausübung ihres Amtes machen, Zugang zu den Spalten des Informationsblatts der Gemeinde oder der Provinz hat, unter Ausschluss der politischen Fraktion bzw. Fraktionen, die die demokratischen Grundsätze nicht einhalten würde bzw. würden, die insbesondere in der Konvention zum Schutz der Menschenrechte und Grundfreiheiten, in dem Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen und in dem Gesetz vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermordes erwähnt werden, so erhält jede demokratische politische Fraktion ebenfalls in gleichem Maße Zugang zu diesen Spalten. Dieser Zugang zu den Informationsblättern wird bestimmt nach den Modalitäten und Bedingungen, die in der allgemeinen Dienstordnung des Gemeinde- oder Provinzialrates festgelegt werden."

**Art. 62** - In Artikel L3231-3 desselben Kodex, abgeändert durch das Dekret vom 16. März 2006, wird der Punkt 3° durch folgenden Wortlaut ergänzt: "oder eine Wiederholung darstellt".

**Art. 63** - In Artikel L3231-5, § 1 desselben Kodex, abgeändert durch das Dekret vom 16. März 2006, wird der Wortlaut "durch das Gesetz vom 11. April 1994 geschaffenen Ausschuss für den Zugang zu den Verwaltungsunterlagen" durch den Wortlaut "durch das Dekret vom 30. März 1995 geschaffenen Ausschuss über die Öffentlichkeit der Verwaltung in der Wallonischen Region" ersetzt.

**Art. 64** - Artikel L4121-2 desselben Kodex wird durch das Folgende ersetzt:

"Jene Personen, die durch eine Verurteilung lebenslang von der Ausübung des Wahlrechts ausgeschlossen worden sind, sind endgültig vom Wahlrecht ausgeschlossen und dürfen nicht zur Stimmabgabe zugelassen werden."

**Art. 65** - In Artikel L4121-3 desselben Kodex werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in § 1 wird Absatz 2° durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"2° Jene Personen, die durch eine Verurteilung zeitweilig von der Ausübung des Wahlrechts ausgeschlossen worden sind";

2° § 4 und § 5 werden gestrichen.

**Art. 66** - Art. L4124-1, § 1 desselben Kodex wird mit einem Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Die Bestimmungen des vorangehenden Absatzes finden auf die in den Artikeln L1112-1 und L1112-2 erwähnten Wahlen Anwendung."

**Art. 67** - In Artikel L4142-30, § 3, Absatz 1 desselben Kodex wird der Wortlaut "vom Minister der inneren Angelegenheiten" durch den Wortlaut "von der Regierung" ersetzt.

**Art. 68** - In demselben Kodex wird Artikel L4145-14, dessen gegenwärtiger Text zum § 1 wird, durch einen § 2 mit folgendem Wortlaut ersetzt:

"§ 2. Sind keine Ersatzmitglieder vorhanden, werden ein oder mehrere im Rat freigewordene Sitze neubesetzt. Die Wahl erfolgt gemäß den Regeln der Artikel L4145-5 ff. Das neue Ratsmitglied übt das Mandat seines Vorgängers bis zum Ende der Mandatsdauer aus."

**Art. 69** - Die an dem Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung durch die Artikeln 64 und 65 des vorliegenden Dekrets vorgenommenen Änderungen sind nicht anwendbar auf die Urheber von Verstößen, die am 15. April 2009 Gegenstand einer endgültigen Verurteilung waren.

**Art. 70** - § 2. Die Projektvereinigungen, Interkommunalen, autonomen Gemeinderegionen und autonomen Provinzregionen, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets bestehen und dem Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung unterworfen sind, bringen ihre Statuten mit den Bestimmungen des vorliegenden Buches vor dem 3. Dezember 2012 in Übereinstimmung und dies unbeschadet des folgenden Absatzes.

Die Anwendung der Artikeln 28, 37, 43 und 56 erfolgt gleichzeitig mit der Einsetzung der neuen Verwaltungsräte infolge der Gemeinde- und Provinzwahlen vom 14. Oktober 2012.

**Art. 71** - Artikel 59 tritt am 3. Dezember 2012 in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 26. April 2012

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen

A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien

J.-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte

P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität,

Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

—  
Note

(1) Sitzungsperiode 2011-2012

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 567 (2011-2012). Nrn. 1 bis 15

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 25. April 2012

Diskussion.

Abstimmung.

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2012 — 1380

[2012/202622]

**26 APRIL 2012. — Decreet houdende wijziging van sommige bepalingen van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie (1)**

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Artikel L1121-1 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie wordt aangevuld als volgt : "alsook uit de voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn indien de wetgeving die op hem van toepassing is, in zijn aanwezigheid binnen het gemeentecollege voorziet".

**Art. 2.** In artikel L1121-3, eerste lid, tweede zin, van hetzelfde Wetboek vervallen de woorden "dat voorafgaat aan het jaar".

**Art. 3.** Artikel L1122-5 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 8 december 2005, wordt vervangen als volgt :

"Het raadslid dat niet meer voldoet aan één van de verkiesbaarheidsvereisten, mag zijn ambt niet meer blijven uitoefenen.

Het college stelt er de raad en de betrokkene in kennis van. Laatstgenoemde kan zijn verweermiddelen binnen een termijn van vijftien dagen mededelen aan het college. De raad neemt akte van het verlies van de ene of de andere verkiesbaarheidsvereisten en stelt het verval van rechtswege vast. Hij gaat tot de vervanging van het betrokken lid over.

Een beroep, gegrond op artikel 16 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, wordt tegen deze beslissing ingesteld. Het wordt ingesteld binnen acht dagen na de kennisgeving ervan.

Indien de betrokkene, zelfs bij ontstentenis van enige kennisgeving, zijn bediening blijft uitoefenen hoewel hij kennis heeft van de oorzaak van het verval, is hij strafbaar met de straffen bepaald in artikel 262 van het Strafwetboek."

**Art. 4.** Artikel 1122-6 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 8 december 2005, wordt vervangen als volgt :

"Art. L1122-6. § 1. Het gemeenteraadslid mag verlof nemen wegens de geboorte of de adoptie van een kind. Het lid deelt zijn verlof schriftelijk aan de gemeenteraad mede met vermelding van de aanvangs- en einddatum. De duur van het verlof is maximum 20 weken. Het verlof eindigt uiterlijk 20 weken na de geboorte of de adoptie.

§ 2. Ter gelegenheid van het verlof bedoeld in § 1 gaat de gemeenteraad tot de vervanging van het gemeenteraadslid voor de duur van het verlof over indien de meerderheid van de leden van de fractie waartoe hij behoort, erom verzoekt.

§ 3. Het lid wordt vervangen door de opvolger van zijn lijst en die als eerste gerangschikt is overeenkomstig artikel L4145-14, na onderzoek van diens geloofsbrieven door de gemeenteraad.

§ 4. Paragraaf 1 geldt vanaf de eerste vergadering van de gemeenteraad na die waarop het gemeenteraadslid dat verhinderd is, geïnstalleerd is."

**Art. 5.** In artikel L1122-7, § 1, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 8 december 2005, wordt een tweede lid ingevoegd tussen het tweede en het derde lid, luidend als volgt :

"De vergaderingsvoorzitter bedoeld in artikel L1122-34, § 3, ontvangt een dubbel aanwezigheidsgeld per vergadering van de gemeenteraad die hij voorziet. Hij ontvangt geen andere voordelen of bezoldigingen."

**Art. 6.** In artikel L1122-10 van hetzelfde Wetboek wordt § 3 vervangen als volgt :

"De raadsleden hebben het recht om het gemeentecollege schriftelijke en mondelinge vragen te stellen over de aangelegenheden die vallen onder de :

1° beslissingsbevoegdheid van het gemeentecollege of van de gemeenteraad;

2° adviesbevoegdheid van het gemeentecollege of van de gemeenteraad voor zover het voorwerp van die bevoegdheid het gemeentelijke grondgebied betreft.

Het huishoudelijk reglement bepaalt de toepassingsmodaliteiten van dit artikel."

**Art. 7.** In hetzelfde Wetboek wordt artikel L1122-14 waarvan de huidige tekst § 1 zal vormen, aangevuld met de §§ 2, 3, 4, 5 en 6, luidend als volgt :

"§ 2. De inwoners van de gemeente mogen het college bij een openbare vergadering van de raad rechtstreeks interpellieren.

In de zin van dit artikel is inwoner elke natuurlijke persoon die de volle leeftijd van 18 jaar heeft bereikt en die sinds minstens zes maanden ingeschreven is op het bevolkingsregister van de gemeente alsmede elke rechtspersoon waarvan de maatschappelijke zetel of de bedrijfszetel op het grondgebied van de gemeente is gelegen en die vertegenwoordigd is door een natuurlijke persoon die de volle leeftijd van 18 jaar heeft bereikt.

§ 3. De volledige tekst van de voorgestelde interpellatie wordt schriftelijk bij het gemeentecollege ingediend.

Om ontvankelijk te zijn, moet de ingediende interpellatie de volgende voorwaarden vervullen :

1° slechts door één enkele persoon worden ingediend;

2° in de vorm van een vraag geformuleerd worden en niet leiden tot een mondelinge tussenkomst van meer dan 10 minuten;

3° betrekking hebben op :

a) een voorwerp dat valt onder de beslissingsbevoegdheid van het college of van de gemeenteraad;

b) een voorwerp dat valt onder de adviesbevoegdheid van het gemeentecollege of van de gemeenteraad voor zover het voorwerp van die bevoegdheid het gemeentelijke grondgebied betreft;

4° een algemene draagwijdte hebben;

5° niet strijdig zijn met de vrijheden en fundamentele rechten;

6° niet betrekking hebben op een persoonlijke vraag;

7° geen vragen zijn die strekken tot het verkrijgen van statistische gegevens;

8° geen vragen zijn die strekken tot het verkrijgen van documentatie;

9° geen vragen zijn waarmee alleen beoogd is adviezen op juridisch gebied in te winnen.

Het gemeentecollege beslist over de ontvankelijkheid van de interpellatie.

De beslissing tot niet-ontvankelijkheid is tijdens de zitting van de gemeenteraad bijzonder met redenen omkleed.

§ 4. De interpellant stelt zijn vraag in de openbare vergadering op verzoek van de voorzitter van de raad met inachtneming van de regels m.b.t. het nemen van het woord binnen de vergadering en binnen de in § 3, 2° toegestane tijd.

Het gemeentecollege antwoordt op de interpellaties.

De interpellant beschikt over 2 minuten om te repliceren voor de definitieve afsluiting van het agendapunt.

De interpellaties worden overschreven in de notulen van de zitting van de gemeenteraad. Het wordt bekendgemaakt op de website van de gemeente.

§ 5. Een gemeentelijke commissie voor verzoeken kan ingesteld worden om in te gaan op de ingediende interpellaties, overeenkomstig artikel L1122-34, § 1.

§ 6. Het huishoudelijk reglement bepaalt de nadere regels voor de toepassing van dit artikel."

**Art. 8.** In artikel L1122-15, worden de eerste en tweede leden van hetzelfde Wetboek vervangen als volgt :

"De raad wordt voorgezeten door de burgemeester of door zijn vervanger, behalve wanneer een vergaderingsvoorzitter krachtens artikel L1122-34, § 3 aangewezen wordt. Hij opent en sluit de vergadering."

**Art. 9.** In artikel L1122-18, vervalt het vijfde lid van hetzelfde Wetboek dat gewijzigd is bij het decreet van 8 december 2005.

**Art. 10.** Artikel L1122-34 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een § 3, luidend als volgt :

"§ 3. De gemeenteraad kan een vergaderingsvoorzitter kiezen onder de andere gemeenteraadsleden van Belgische nationaliteit uit één van politieke fracties die de beginselen van de democratie in acht nemen die, onder anderen, verworven zijn in het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de Tweede Wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd of welke andere genocide ook, of die de rechten en vrijheden gewaarborgd door de Grondwet, dan de in functie zijnde leden van het gemeentecollege.

**Art. 11.** Artikel L1122-34 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met de §§ 4 en 5, luidend als volgt :

"§ 4. De kandidatuur van de vergaderingsvoorzitter wordt ter stemming aan de raad voorgelegd op grond van een akte van voordracht getekend door :

1° de kandidaat;

2° minstens de helft van de raadsleden van elke politieke fractie die aan het meerderheidspact deelneemt;

3° minstens de helft van de raadsleden van de politieke fractie waartoe de kandidaat behoort.

Elke persoon mag slechts één akte van voordracht ondertekenen.

Het debat en de stemming over de verkiezing van de vergaderingsvoorzitter worden op agenda gezet van de eerstvolgende gemeenteraad na overhandiging ervan aan de gemeentesecretaris, voor zover er minstens zeven volle dagen verlopen zijn na die overhandiging

Over de verkiezing wordt in openbare vergadering en mondeling gestemd.

De opdrachten van de vergaderingsvoorzitter zijn bedoeld in de artikelen L1122-15, L1122-25 en L1126-1, § 2.

§ 5. Er kan een einde worden gemaakt aan de functies van de vergaderingsvoorzitter door overhandiging aan de gemeentesecretaris van een akte van voordracht van een opvolger onder de in de §§ 3 en 4 bedoelde voorwaarden. Het debat en de stemming over de verkiezing van de opvolger worden op agenda gezet van de eerstvolgende gemeenteraad na overhandiging ervan aan de gemeentesecretaris, voor zover er minstens zeven volle dagen verlopen zijn na die overhandiging

De nieuwe vergaderingsvoorzitter wordt bij een openbare vergadering van de raad mondeling en bij meerderheid van de aanwezige leden van de raad verkozen. De gemeenteraad beoordeelt in hoogste feitelijke aanleg door zijn stemming de redenen waarop ze berust."

**Art. 12.** In artikel L1123-1 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de decreten van 8 december 2005, van 8 juni 2006 en 27 juni 2007 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 wordt het tweede lid vervangen als volgt :

"Het gemeenteraadslid dat tijdens de legislatuur uit zijn politieke fractie aftreedt, is van rechtswege ontslagnemd van alle mandaten die hij onder afgeleide titel uitoefende zoals bepaald in artikel L5111-1. De behoorlijk ondertekende akte van ontslag wordt aan het college overgemaakt en medegedeeld aan de leden van de gemeenteraad bij de eerstvolgende vergadering. Het ontslag treedt in werking op deze datum en de notulen van de zitting van de gemeenteraad maken er gewag van. Een uittreksel van de notulen wordt betekend aan de instellingen waarin het lid wegens zijn hoedanigheid van gemeenteraadslid zitting heeft.";

2° in § 1 wordt een lid, luidend als volgt, ingevoegd tussen het tweede en het derde lid :

"Het gemeenteraadslid dat tijdens de legislatuur uit zijn politieke fractie wordt uitgesloten, wordt van rechtswege van alle mandaten die hij onder afgeleide titel uitoefende, ontheven, zoals bepaald in artikel L5111-1.

De akte van uitsluiting is geldig indien :

1° hij door de meerderheid van de leden van zijn fractie wordt ondertekend;

2° hij aan het college wordt medegedeeld.

De akte van uitsluiting wordt aan de leden van de gemeenteraad bij de eerstvolgende vergadering medegedeeld. De uitsluiting treedt in werking op deze datum en de notulen van de zitting van de gemeenteraad maken er gewag van. Een uittreksel van de notulen wordt betekend aan de instellingen waarin het lid wegens zijn hoedanigheid van gemeenteraadslid zitting heeft.";

3° in § 2 wordt het eerste lid vervangen als volgt :

"Uiterlijk op de tweede maandag van november na de verkiezingen wordt (worden) het (de) pactontwerp(en) aan de gemeentesecretaris overhandigd.

Dit (deze) project(en) wordt (worden) onverwijld ter kennis van het publiek gebracht bij wijze van aanplakking in het gemeentehuis.";

4° in § 5, wordt het zevende lid, ingevoegd bij het decreet van 27 juni 2007, vervangen als volgt :

"Na de periode van dertig dagen bedoeld in het tweede lid benoemt de Regering een bemiddelaar van wie ze de opdracht bepaalt. Aan het einde van die opdracht kan de Regering nieuwe verkiezingen laten plaatsvinden. In dat geval belast de Regering de gouverneur ermee het register van de gemeenteraadskiezers op te maken, op de dag van de kennisgeving van die regeringsbeslissing aan de gemeenteraad en de kiezers op te roepen voor nieuwe verkiezingen te houden binnen vijftig dagen na die kennisgeving. De precieze kalender van de kiesverrichtingen wordt door de Regering bepaald. De nieuwe raadsleden voleindigen het mandaat van hun voorgangers."

**Art. 13.** In artikel L1123-2 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 8 december 2005, vervallen de woorden "in de gevallen bedoeld in de artikelen L1123-6, L1123-7, L1123-12, L1125-2 en L1125-7".

**Art. 14.** In artikel L1123-43 van hetzelfde Wetboek wordt § 3, ingevoegd bij het decreet van 27 juni 2007, vervangen als volgt:

"§ 3. Behoudens in het geval bedoeld in artikel L1123-1, § 5, mag het in § 1 of § 2 bedoelde raadslid dat tijdens de verkiezingen op één van de drie eerste plaatsen van de kandidatenlijst bedoeld in artikel L4112-4, § 2, stond en dat ervan afziet de functie van burgemeester die hem toevertrouwd is, uit te oefenen of dat ervan afziet, nadat het die functie uitgeoefend heeft, geen lid zijn van het gemeentecollege tijdens de legislatuur."

**Art. 15.** Artikel L1123-5 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 8 december 2005, wordt vervangen als volgt:

"Art. L1123-5. § 1. Als verhinderd wordt de burgemeester beschouwd, die het ambt van minister, staatssecretaris, lid van een Regering of gewestelijk staatssecretaris uitoefent, of in het geval bedoeld in het bijzonder decreet tot beperking van de cumulatie van mandaten in hoofde van de volksvertegenwoordigers van het Waalse Parlement, tijdens de uitoefening van dat ambt.

Als verhinderd wordt ook beschouwd, de burgemeester die een verlof neemt overeenkomstig artikel L1123-32, § 2. Bij ontstentenis of verhinderd van de burgemeester, wordt zijn ambt waargenomen door de schepen met de Belgische nationaliteit, die de burgemeester heeft opgedragen. Zo niet wordt hij vervangen door de eerst gekozen schepen met de Belgische nationaliteit.

§ 2. De schepen die een burgemeester, als verhinderd beschouwd overeenkomstig artikel L1123-10, § 1, vervangt, wordt op verzoek van het gemeentecollege vervangen tijdens de periode waarin hij de burgemeester vervangt."

**Art. 16.** Artikel L1123-10 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 8 december 2005, wordt vervangen als volgt:

"Art. L1123-10. § 1. Als verhinderd wordt de schepen beschouwd, die het ambt van minister, staatssecretaris, lid van een Regering of gewestelijk staatssecretaris uitoefent, of in het geval bedoeld in het bijzonder decreet tot beperking van de cumulatie van mandaten in hoofde van de volksvertegenwoordigers van het Waalse Parlement, tijdens de uitoefening van dat ambt.

Als verhinderd wordt ook beschouwd, de schepen die een verlof neemt overeenkomstig artikel L1123-32.

§ 2. De afwezige of verhinderde schepen wordt voor de ontstentenis- of verhinderingsperiode op de voordracht van het college vervangen door een raadslid aangewezen door de raad onder de raadsleden van de politieke fractie waartoe hij behoort. Bij ontstentenis kan hij vervangen worden door een raadslid afkomstig van een andere politieke fractie gebonden bij het meerderheidspact.

Er wordt rekening gehouden met de in artikel L1125-2 bedoelde onverenigbaarheden.

De afwezige of verhinderde schepen wordt onder de voorwaarden bepaald bij artikel L1123-8, § 2, tweede lid, vervangen door een buiten de raad gekozen schepen behorend tot dezelfde politieke fractie als alle leden van het college en alle raadsleden die behoren tot de politieke fracties gebonden door het meerderheidspact, van hetzelfde geslacht zijn."

**Art. 17.** Artikel L1123-14 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 8 december 2005 en gewijzigd bij het decreet van 8 juni 2006, wordt gewijzigd als volgt:

1° § 1, lid 7, wordt aangevuld met de volgende zin:

"In geval van indiening van een gezamenlijke motie van wantrouwen of van een individuele motie tegen de voorzitter van het O.C.M.W., richt de gemeentesecretaris onverwijld de tekst van de motie aan elk lid van de raad voor sociale actie indien de op de voorzitter van het O.C.M.W. toepasselijke wetgeving in zijn aanwezigheid binnen de gemeenteraad voorziet."

2° § 3 wordt aangevuld met een lid luidend als volgt:

"Tijdens eenzelfde gemeentelijke legislatuur mogen niet meer dan twee moties van wantrouwen m.b.t. het geheel van het college gestemd worden."

**Art. 18.** In hetzelfde Wetboek wordt een afdeling 9 met als opschrift "Verlof wegens de geboorte of de adoptie van een kind" ingevoegd in hoofdstuk III van titel II van Boek I van Deel I, dat een als volgt luidend artikel omvat:

"Art. L1123-32. De burgemeester of de schepen mag verlof nemen wegens de geboorte of de adoptie van een kind. Hij deelt zijn verlof schriftelijk aan de gemeenteraad mede met vermelding van de aanvangs- en einddatum. De duur van het verlof is maximum 20 weken. Het verlof eindigt uiterlijk 20 weken na de geboorte of de adoptie van het kind.

De verlofaanvraag als schepen of burgemeester wordt ingediend indien de betrokkene tijdens die periode gemeenteraadslid wil blijven."

**Art. 19.** Artikel L1125-3 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 8 december 2005, wordt vervangen als volgt:

"Art. L1125-3. § 1. De leden van het gemeentebestuur bedoeld in artikel L1121-1 van dit Wetboek mogen geen bloed- of aanverwanten zijn tot en met de tweede graad, noch door de echt verbonden zijn of wettelijk samenwonen.

Personen wier echtgenoten of wettelijk samenwonenden elkaars bloedverwanten zijn in de eerste of de tweede graad, kunnen niet tegelijk deel uitmaken van de gemeenteraad.

§ 2. Worden bloed- of aanverwanten in één van die graden of twee wettelijk samenwonenden gekozen bij eenzelfde verkiezing, dan wordt de voorkeur bepaald door de grootte van de quotiënten op grond waarvan de door die kandidaten verkregen zetels aan hun lijst zijn toegekend.

Worden twee bloed- of aanverwanten in een verboden graad of twee echtgenoten of twee wettelijk samenwonenden gekozen, de een tot raadslid, de ander tot opvolger, dan geldt het verbod om zitting te nemen alleen voor de opvolger, tenzij de plaats waarvoor hij in aanmerking komt, opgevallen is vóór de verkiezing van zijn bloedverwant, aanverwant of echtgenoot.

Tussen opvolgers die voor opgevallen plaatsen in aanmerking komen, wordt de voorrang allereerst bepaald naar tijdsorde van de vacatures.

De verkozen die onder de in de leden 1 tot 3 bedoelde omstandigheden niet geïnstalleerd is, behoudt het recht om later de eed te mogen afleggen en wordt vervangen door de opvolger die in aanmerking komt op de lijst waarop hij verkozen werd.

Wanneer de onverenigbaarheid ophoudt, wordt laatstgenoemde als eerste opvolger gerangschikt.

§ 3. Aanverwantschap die later tot stand komt onder de leden van de raad, heeft geen verval van hun mandaat als gevolg. Dit geldt niet voor het geval van huwelijk of van het wettelijk samenwonen tussen de leden van de raad.

De aanverwantschap wordt geacht op te houden bij overlijden van de persoon door wie zij tot stand is gekomen."

**Art. 20.** Artikel L1125-7 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 8 december 2005, wordt vervangen als volgt :

"Het raadslid dat in één van de toestanden van onverenigbaarheid bedoeld in de artikelen L1125-5 en L1125-6 verkeert, mag zijn ambt niet meer blijven uitoefenen.

Het college stelt er de raad en de betrokkene in kennis van. Laatstgenoemde kan zijn verweermiddelen binnen een termijn van vijftien dagen mededelen aan het college. De raad neemt akte van de feiten die van dien aard zijn dat ze de in onverenigbaarheid als gevolg hebben, en stelt het verval van rechtswege vast. Hij gaat tot de vervanging van het betrokken lid over.

Een beroep, gegrond op artikel 16 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, wordt tegen deze beslissing ingesteld. Het wordt ingesteld binnen acht dagen na de kennisgeving ervan.

Indien de betrokkene, zelfs bij ontstentenis van enige kennisgeving, zijn bediening blijft uitoefenen hoewel hij kennis heeft van de oorzaak van het verval, is hij strafbaar met de straffen bepaald in artikel 262 van het Strafwetboek."

**Art. 21.** In artikel L1126-1, § 2, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "de burgemeester" vervangen door de woorden "de voorzitter van de raad".

**Art. 22.** In artikel L1141-1, § 1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "bedoeld in de artikelen L1122-30, L1122-31, L1122-32 en L1122-36" vervangen door de woorden "die tot de beslissingsbevoegdheid van de gemeenteraad behoren of die tot de adviesbevoegdheid van het college of van de gemeenteraad behoren voor zover deze bevoegdheid van gemeentelijk belang is".

**Art. 23.** Artikel L1141-3 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met het volgende lid :

"Het formulier bedoeld in het eerste lid wordt binnen de 15 dagen van het verzoek gericht aan de gemeentesecretaris afgeleverd."

**Art. 24.** In artikel L1141-4 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 8 december 2005, wordt het derde lid vervangen door wat volgt :

"De controle wordt beëindigd wanneer het aantal geldige handtekeningen is bereikt. Het college sluit de controle af uiterlijk binnen 30 dagen na ontvangst van het verzoek. Het college geeft per aangetekend schrijven kennis van de aanvaarding of van de weigering van de volksraadpleging aan de personen bedoeld in artikel L1141-3, eerste lid, 3<sup>o</sup>, van het Wetboek. In geval van aanvaarding, organiseert de gemeenteraad de volksraadpleging."

**Art. 25.** In artikel L1141-5 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 8 december 2005, worden de §§ 6 en 7 vervangen door wat volgt :

"§ 6. Tot stemopneming wordt slechts overgegaan indien ten minste 10 % van de inwoners aan de raadpleging hebben deelgenomen.

§ 7. De bepalingen van de artikelen L4132-1 en L4143-20, § 6, gelden voor de gemeentelijke volksraadpleging, met dien verstande dat het woord « kiezer » vervangen wordt door het woord « deelnemer », dat de woorden « de kiezer » en « de kiezers » telkens en respectievelijk vervangen worden door de woorden « de deelnemer » en « de deelnemers », dat de woorden « de verkiezing » vervangen worden door de woorden « de volksraadpleging » en dat de woorden « de verkiezingen waarvoor » vervangen worden door de woorden « de volksraadpleging waarvoor »."

**Art. 26.** Artikel L1141-8 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met het volgende lid :

« De resultaten van de volksraadpleging en het gevolg dat wordt gegeven aan het desbetreffend dossier moeten door het gemeentecollege op de agenda worden gezet van de eerstvolgende vergadering van de gemeenteraad."

**Art. 27.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel L1141-13 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. L1141-13. Binnen de perken van de beschikbare begroting, kan een financiële incentive worden toegekend aan de gemeenten die een volksraadpleging op verzoek van hun inwoners organiseren. De Regering bepaalt het bedrag en de toekenningsvoorwaarden van deze incentive."

**Art. 28.** In artikel L1231-5, § 2, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 15 februari 2007, wordt het vierde lid vervangen door wat volgt :

"De bestuurders worden aangewezen naar evenredigheid van de provincieraad overeenkomstig de artikelen 167 en 168 van het Strafwetboek.

Elke democratische politieke fractie die niet vertegenwoordigd is overeenkomstig het kiessysteem van evenredige vertegenwoordiging bedoeld in deze paragraaf, heeft recht op een zetel. In dit geval, zal de meerderheid in haar geheel een aantal zetels krijgen gelijk aan het aantal overblijvende zetels toegekend aan de politieke fracties die niet deel uitmaken van het meerderheidspact. In dit geval is het maximumaantal bestuurders zoals bepaald in het vorige lid niet van toepassing.

Bij de berekening van die evenredigheid wordt geen rekening gehouden met genoemde politieke fractie(s) die niet zou(de)n voldoen aan de beginselen van de democratie verwoord, onder andere, door het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, de aanvullende protocollen bij dit Verdrag van kracht in België, de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de Tweede Wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd of van elke andere vorm van genocide, noch met degenen die bestuurder van een vereniging waren op het ogenblik van de feiten naar aanleiding waarvan ze veroordeeld werd wegens één van de overtredingen bepaald bij de wet van 30 juli 1981 of de wet van 23 maart 1995."

**Art. 28bis.** In artikel L1231-9, § 1, van hetzelfde Wetboek, wordt een lid toegevoegd vóór het eerste lid, luidend als volgt :

« De gemeente sluit een beheerscontract met het autonome gemeentebedrijf. Dit contract bepaalt minstens de aard en de opdrachten die het zal moeten uitoefenen, alsmede de wijzers voor de evaluatie van de uitvoering van zijn opdrachten. Het beheerscontract geldt voor drie jaar en kan verlengd worden. »

**Art. 29.** In Deel één, Boek II, Titel III, van hetzelfde Wetboek, wordt een Hoofdstuk IV ingevoegd, luidend als volgt "De gemeentelijke VZW's".

**Art. 30.** In hoofdstuk IV, ingevoegd bij artikel 29, wordt een artikel L1234-1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. L1234-1. § 1. In de aangelegenheden van gemeentelijk belang, één of meerdere gemeenten kunnen een VZW oprichten of tegemoetkoming in een VZW indien de noodzaak van deze oprichting of tegemoetkoming het voorwerp uitmaakt van een bijzondere motivatie gegrond op het bestaan van een specifieke behoefte van openbaar belang waarop niet kan worden ingespeeld door de algemene diensten, de inrichtingen of de gemeentebedrijven en die het voorwerp uitmaakt van een precieze beschrijving.

§ 2. De gemeente sluit een beheerscontract met :

1° de VZW waarin ze het overwicht bezit, in de zin van artikel L1234-2, § 2, van dit Wetboek;

2° de VZW waaraan zij één of meerdere toelagen verleent voor een minimum bedrag van 50.000 euro per jaar.

Dit contract bepaalt minstens de aard en de opdrachten die de rechtspersoon zal moeten uitvoeren, alsmede de wijzers voor de evaluatie van de uitvoering van zijn opdrachten.

Het beheerscontract wordt voor drie jaar gesloten. Het is verlengbaar.

§ 3. Het gemeentecollege maakt jaarlijks een verslag op over de evaluatie van de uitvoering van het ondernemingsplan. Dit verslag wordt voorgelegd aan de gemeenteraad die de uitvoering van de verplichtingen voortvloeiend uit het beheerscontract controleert."

**Art. 31.** In hoofdstuk IV, ingevoegd bij artikel 29, wordt een artikel L1234-2 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. L1234-2. § 1. De gemeenteraad benoemt de vertegenwoordigers van de gemeente in de VZW's waarvan één gemeente of meerdere gemeenten lid zijn. Hij kan deze mandaten intrekken.

Hij stelt eveneens de kandidaten voor de mandaten voorbehouden aan de gemeente in de andere beheers- en controleorganen overeenkomstig de statuten voor.

De gemeente wordt vertegenwoordigd door bestuurders van beide geslachten. Hun aantal mag niet groter zijn dan een vijfde van het aantal provincieraadsleden.

De afgevaardigden in de algemene vergadering worden aangewezen naar evenredigheid van de provincieraad overeenkomstig de artikelen 167 en 168 van het Strafwetboek.

De bestuurders die de gemeente vertegenwoordigen worden aangewezen, als de VZW slechts een gemeente bevat, naar evenredigheid van de gemeenteraad overeenkomstig de artikelen 167 en 168 van het Kieswetboek en, als de VZW meer dan één gemeente bevat, naar evenredigheid van het geheel van de gemeenteraden van de verenigde gemeenten overeenkomstig de artikelen 167 en 168 van het Kieswetboek, zonder inachtneming van de fractie(s) die de beginselen van de democratie niet in acht neemt (nemen), zoals, onder anderen, verwoord door Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd.

Voor de berekening van die evenredigheid wordt rekening gehouden met de eventuele statutaire criteria, alsook met de facultatieve individuele verklaringen van lijstverbinding of hergroepering.

Elke fractie die niet bedoeld is in het derde lid wordt binnen de grenzen van de beschikbare mandaten vertegenwoordigd.

§ 2. Zodra de statuten de meerderheid van de mandaten binnen de beheers- en controleorganen aan de gemeente toekennen, heeft elke democratische politieke fractie die niet vertegenwoordigd is overeenkomstig het kiessysteem van evenredige vertegenwoordiging bedoeld § 1, recht op een zetel. In dit geval, krijgt de meerderheid in haar geheel een aantal zetels gelijk aan het aantal overblijvende zetels toegekend aan de politieke fracties die niet deel uitmaken van het meerderheidspact.

§ 3. Als verschillende gemeenten lid zijn van een VZW en voor zover ze over de meerderheid van de stemmen beschikken, heeft elke democratische politieke fractie die binnen een van de verenigde gemeenten over minstens één verkozen beschikt en van minstens één verkozen in het Waalse Parlement en die niet wordt vertegenwoordigd overeenkomstig het kiessysteem van evenredige vertegenwoordiging bedoeld in § 1, recht op een zetel. Met deze bijkomende zetel is de aldus aangewezen bestuurder, in ieder geval, stemgerechtigd."

**Art. 32.** In hoofdstuk IV, ingevoegd bij artikel 29, wordt een artikel L1234-3 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 1234-3. Het raadslid aangewezen om de gemeente in de VZW's te vertegenwoordigen kan jaarlijks een schriftelijk verslag opstellen over de uitoefening van zijn mandaat. De gemeenteraad bepaalt de modaliteiten van dit verslag bij de aanwijzing van het raadslid dat de gemeente zal vertegenwoordigen. Als de gemeente over verschillende vertegenwoordigers in dezelfde VZW beschikt, kunnen ze een gemeenschappelijk verslag opstellen."

**Art. 33.** In hoofdstuk IV, ingevoegd bij artikel 29, wordt een artikel L1234-4 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. L1234-4. De gemeenteraadsleden mogen inzage nemen van de begrotingen, rekeningen en beslissingen van de beheers- en controleorganen van de VZW's waarin de gemeente het overwicht bezit, in de zin van artikel L1234-2, § 2, van dit Wetboek, en hun gebouwen en diensten bezoeken.

De inlichtingen verkregen door de raadsleden overeenkomstig deze bepaling kunnen enkel worden gebruikt in het kader van de uitoefening van hun mandaat.

Het voordeel van het inzage- en bezoeksrecht bedoeld in de vorige leden geldt niet voor de gemeenteraadsleden verkozen op lijsten van fracties die de beginselen van de democratie niet in acht nemen, zoals verwoord, onder andere, door het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, de aanvullende protocollen bij dit Verdrag van kracht in België, de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de Tweede Wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd of van elke andere vorm van genocide.

Elk raadslid dat deze rechten heeft uitgeoefend kan een schriftelijk verslag uitbrengen aan de gemeenteraad.

De toepassingsmodaliteiten van dit artikel worden in het huishoudelijk reglement van de gemeenteraad bepaald."

**Art. 34.** In hoofdstuk IV, ingevoegd bij artikel 29, wordt een artikel L1234-5 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. L 1234-5. Elk lid van een gemeenteraad dat in deze hoedanigheid een mandaat in een VZW uitoefent, wordt geacht van rechtswege ontslag te nemen zodra hij niet langer deel uitmaakt van deze gemeenteraad.

Alle mandaten in de verschillende organen van de VZW vervallen onmiddellijk na de eerste algemene vergadering die volgt op de hernieuwing van de gemeenteraden."

**Art. 35.** In hoofdstuk IV, ingevoegd bij artikel 29, wordt een artikel L1234-6 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. L1234-6. Hoofdstuk IV, met het opschrift « De gemeentelijke VZW's », is niet van toepassing op de VZW's waarvan de activiteiten krachtens een specifiek wettelijk kader worden georganiseerd.

De op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit decreet bestaande VZW's zullen uiterlijk 30 juni 2012 hun statuten in overeenstemming brengen met de bepalingen van dit decreet."

**Art. 36.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel L1321-3 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. L1321-3. Volgens de modaliteiten die hij bepaalt, kan de gemeenteraad beslissen om een gedeelte van de gemeentebegroting, de zogenaamde participatieve begroting, te besteden aan projecten afkomstig van buurtcomités of van verenigingen van burgers met rechtspersoonlijkheid."



**Art. 37.** In artikel L1522-4, § 1, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 19 juli 2006 en gewijzigd bij het decreet van 9 maart 2007, wordt een lid ingevoegd tussen het tweede en het derde lid, luidend als volgt :

“Elke democratische politieke fractie die binnen een van de verenigde gemeenten over minstens één verkozenen beschikt en van minstens één verkozenen in het Waalse Parlement en die niet wordt vertegenwoordigd overeenkomstig het kiessysteem van evenredige vertegenwoordiging bedoeld in deze paragraaf, heeft recht op een zetel. Met deze bijkomende zetel is het aldus aangewezen lid van het beheerscomité, in ieder geval, stemgerechtigd. In dit geval, is de beperking van het maximum aantal bestuurders bedoeld in deze paragraaf niet van toepassing.”

**Art. 38.** In artikel L1523-1 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 19 juli 2006 en gewijzigd bij het decreet van 30 april 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden “, ofwel van vereniging zonder winstoogmerk” geschrapt;

2° in het tweede lid, worden de woorden “en de verenigingen zonder winstoogmerk” en “, al naar gelang het geval,” geschrapt;

3° het derde lid wordt geschrapt.

**Art. 39.** In artikel L1523-10, § 1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 19 juli 2006 en gewijzigd bij het decreet van 21 maart 2007, worden de woorden “gemeenteraads- en/of provincieraadsleden” vervangen door de woorden “gemeenteraadsleden en, in voorkomend geval, provincieraadsleden of raadsleden van de O.C.M.W.”

**Art. 40.** In artikel L1523-11 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 19 juli 2006, wordt het derde lid vervangen door wat volgt :

“In geval van provinciale deelneming of van het O.C.M.W., geldt hetzelfde, mutatis mutandis, voor de vertegenwoordiging in de algemene vergadering van de aangesloten provincie(s) of van het (de) aangesloten O.C.M.W.(s).”

**Art. 41.** In artikel L1523-12 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 19 juli 2006, wordt § 1 vervangen door wat volgt :

“Tedere gemeente beschikt in de algemene vergadering over een stemrecht dat bepaald wordt op grond van de statuten of van het aantal aandelen dat zij in handen heeft. De afgevaardigden van elke gemeente en, in voorkomend geval, van elke provincie of O.C.M.W. geven de algemene vergadering kennis van de stemmenverhouding binnen hun raad.

Indien de gemeenteraad en, in voorkomend geval, de provincieraad of het O.C.M.W. niet beslissen, beschikt iedere afgevaardigde over een stemrecht dat overeenkomt met één vijfde van de aandelen die toegewezen zijn aan de vennoot die hij vertegenwoordigt.

Wat betreft de goedkeuring van de jaarrekeningen, de stemming van de aan de bestuurders en leden van het in artikel L1523-24 bedoelde College te verlenen kwijting, de vraagstukken betreffende het beleidsplan, wordt het gebrek aan gemeentelijke of provinciale beraadslaging beschouwd als een onthouding van betrokken vennoot.”

**Art. 42.** In artikel L1523-13 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 19 juli 2006 en gewijzigd bij het decreet van 9 april 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, wordt het derde lid luidende aangevuld als volgt :

« De raad van bestuur zet op de agenda van de algemene vergadering van het eerste semester elk bijkomend punt dat schriftelijk wordt ingediend door elke persoon dat zijn woonplaats heeft op het grondgebied van een van de aangesloten gemeenten, provincies of O.C.M.W.'s voor zover het verzoek wordt gemotiveerd, van een voorstel tot beslissing wordt vergezeld en vóór 1 maart van het betrokken jaar wordt overgemaakt. De raad van bestuur zet op de agenda van de algemene vergadering van het tweede semester elk bijkomend punt dat schriftelijk wordt ingediend door elke persoon dat zijn woonplaats heeft op het grondgebied van een van de aangesloten gemeenten, provincies of O.C.M.W.'s voor zover het verzoek wordt gemotiveerd, van een voorstel tot beslissing wordt vergezeld en vóór 1 september van het betrokken jaar wordt overgemaakt. Na het verstrijken van deze termijnen, wordt het ingediende punt tot de eerstvolgende vergadering uitgesteld. De algemene vergadering die de beslissing neemt om af te wijken van het voorstel ingediend volgens de vereiste vorm en binnen de voorgeschreven termijnen, motiveert haar beslissing.”;

2° in § 1, wordt het vierde lid aangevuld als volgt :

“De oproeping vermeldt dat de zitting van de algemene vergadering openstaat voor alle personen die op het gebied van een van de aangesloten gemeenten, provincies of O.C.M.W.'s woonachtig zijn”;

3° in § 1, worden het vijfde en het zesde lid vervangen door wat volgt :

“De betrokken leden van de gemeente- of provincieraaden of van de O.C.M.W.'s, alsook elke persoon die vanaf minstens zes maanden woonachtig is op het grondgebied van een van de aangesloten gemeenten/provincies of O.C.M.W.'s, kunnen als waarnemers aan de zittingen deelnemen, behalve als het om personen aangelegenheden gaat.

In dit laatste geval beveelt de voorzitter onmiddellijk de behandeling in besloten vergadering en wordt de zitting pas opnieuw openbaar na bespreking van de aangelegenheid.”;

4° in § 2, eerste lid en het tweede en het derde lid worden vervangen door wat volgt :

“De gemeente- en/of provincieraadsleden en van de O.C.M.W.'s van de aangesloten gemeenten, provincies en O.C.M.W.'s kunnen inzage nemen van de begrotingen, rekeningen en beslissingen van de beheers- en controleorganen van de intercommunes.

De gemeente raadsleden en of de provincieraadsleden of van de O.C.M.W.'s van de aangesloten gemeenten, provincies en O.C.M.W.'s kunnen de gebouwen en diensten van de intercommunale bezoeken.

Het voordeel van het inzage- en bezoeksrecht bedoeld in de vorige leden geldt niet voor de gemeente- of provincieraadsleden of van de O.C.M.W.'s verkozen op lijsten van partijen die de beginselen van de democratie niet in acht nemen, zoals verwoord, onder andere, door het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, de aanvullende protocollen bij dit Verdrag van kracht in België, de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de Tweede Wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd of van elke andere vorm van genocide en zij die bestuurder waren van een vereniging op de datum van de feiten naar aanleiding waarvan zij is veroordeeld voor één van de overtredingen bepaald bij de wet van 30 juli 1981 of de wet van 23 maart 1995.”

**Art. 43.** In artikel L1523-15 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 19 juli 2006 en gewijzigd bij het decreet van 9 april 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 2 wordt vervangen door wat volgt :

”De aangesloten gemeenten, provincies of O.C.M.W.’s worden vertegenwoordigd door bestuurders van beide geslachten.”;

2° in § 3, vijfde lid, worden de woorden ”provincies en” opgeheven;

3° in § 3 wordt een zesde lid ingevoegd, luidend als volgt :

”Elke democratische politieke fractie die binnen een van de verenigde gemeenten over minstens één verkozenen beschikt en van minstens één verkozenen in het Waalse Parlement en die niet wordt vertegenwoordigd overeenkomstig het kiessysteem van evenredige vertegenwoordiging bedoeld in deze paragraaf, heeft recht op een zetel. Met deze bijkomende zetel is de aldus aangewezen bestuurder, in ieder geval, stemgerechtigd. In dit geval, is de beperking van het maximum aantal bestuurders bedoeld in § 5 niet van toepassing.”;

4° in § 3 wordt een zesde lid ingevoegd, luidend als volgt :

”De bestuurders die elke provincie vertegenwoordigen worden aangewezen naar evenredigheid van de provincieraad overeenkomstig de artikelen 167 en 168 van het Strafwetboek, volgens de volgende verdeelsleutel : voor de helft, het aantal zetels waarover elke lijst van kandidaten vertegenwoordigd binnen de provincieraad beschikt, en voor de andere helft, het aantal bekomen stemmen bij de provincieraadsverkiezingen.

De Regering bepaalt de uitvoeringsmodaliteiten van het zevende lid.

Het tweede, derde en vierde lid van deze paragraaf zijn *mutatis mutandis* van toepassing op de aanwijzing van de bestuurders van de aangesloten provincies.”

**Art. 44.** Artikel L1523-23, § 1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 19 juli 2006 en gewijzigd bij het decreet van 9 maart 2007, wordt aangevuld met een lid luidend als volgt :

”Binnen de 48 uur na ontvangst van de oproeping door de gemeente, wordt deze aangeplakt. De agenda wordt eveneens aangeplakt. ».

**Art. 45.** In artikel L1532-2, lid 1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 19 juli 2006, vervalt 2°.

**Art. 46.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1541-4 ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. 1541-4. De intercommunales die de rechtsvorm van een vereniging zonder winstoogmerk aangenomen hebben, brengen hun statuten uiterlijk tijdens de eerste algemene vergadering volgend op de algehele hernieuwing van de gemeente- en provincieraaden in overeenstemming met de artikelen L1234-1 tot L1234-6 van dit Wetboek.”

**Art. 47.** In artikel L2212-5, lid 2, van dit Wetboek vervallen de woorden ”dat voorafgaat aan het jaar” en worden de woorden ”De Regering bepaalt de samenstelling van de kiesdistricten en stelt de zetelverdeling tussen de districten vast zoals bepaald in bijlage 3 bij dit Wetboek” toegevoegd.

**Art. 48.** Artikel L2212-9 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 8 december 2005, wordt vervangen als volgt :

”Art. L2212-9. § 1. Het provincieraadslid mag verlof nemen wegens de geboorte of de adoptie van een kind. Hij deelt zijn verlof schriftelijk aan de provincieraad mede met vermelding van de aanvangs- en einddatum. De duur van het verlof is maximum 20 weken. Het verlof eindigt uiterlijk 20 weken na de geboorte of de adoptie.

§ 2. Ter gelegenheid van het verlof bedoeld in § 1 gaat de provincieraad tot de vervanging van het gemeenteraadslid voor de duur van het verlof over indien de meerderheid van de leden van de fractie waartoe hij behoort, erom verzoekt.

§ 3. Het lid wordt vervangen door de opvolger van zijn lijst die als eerste gerangschikt is overeenkomstig artikel L4145-14, na onderzoek van diens geloofsbrieven door de provincieraad.

§ 4. Paragraaf 1 geldt evenwel pas vanaf de eerste vergadering van de provincieraad na die waarop het provincieraadslid dat verhinderd is, geïnstalleerd is.”

**Art. 49.** Artikel L2212-29 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

”Art. L2212-29. § 1. De inwoners van de provincie mogen het college bij een openbare vergadering van de raad rechtstreeks interpellieren.

§ 2. In de zin van dit artikel is inwoner elke natuurlijke persoon die de volle leeftijd van 18 jaar heeft bereikt en die ingeschreven is op het bevolkingsregister van een gemeente van de provincie, alsmede elke rechtspersoon waarvan de maatschappelijke zetel of de bedrijfszetel op het grondgebied van een gemeente van de provincie, is gelegen en die vertegenwoordigd is door een natuurlijke persoon die de volle leeftijd van 18 jaar heeft bereikt.

§ 3. De volledige tekst van de voorgestelde interpellatie moet schriftelijk bij de voorzitter van de raad ingediend worden.

Om ontvankelijk te zijn moet de ingediende interpellatie de volgende voorwaarden vervullen :

1° slechts door één enkele persoon worden ingediend;

2° in de vorm van een vraag geformuleerd worden en niet leiden tot een mondelinge tussenkomst van meer dan 10 minuten;

3° betrekking hebben op :

a) een zaak die valt onder de beslissingsbevoegdheid van het provinciecollege of van de provincieraad;

b) een zaak die valt onder de adviesbevoegdheid van het provinciecollege of van de provincieraad voor zover het voorwerp van die bevoegdheid het provinciaal grondgebied betreft.

De vragen die onder de bevoegdheid van een ander bestuursniveau vallen worden in voorkomend geval door de raadsvoorzitter doorgezonden aan de betrokken vergadering of uitvoerende macht om volgens de ad hoc-procedures beantwoord te worden;

4° een algemene draagwijdte hebben; de vragen betreffende gevallen van particulier belang worden, in voorkomend geval, behandeld in het kader van artikel L2212-28 of worden verzonden naar één van de commissies van de raad;

- 5° niet strijdig zijn met de vrijheden en fundamentele rechten;
- 6° niet betrekking hebben op een persoonlijke vraag;
- 7° geen vragen zijn die strekken tot het verkrijgen van statistische gegevens;
- 8° geen vragen zijn die strekken tot het verkrijgen van documentatie;
- 9° geen vragen zijn waarmee alleen beoogd is adviezen op juridisch gebied in te winnen.

Het bureau beslist over de ontvankelijkheid van de interpellatie. De beslissing tot niet-ontvankelijkheid wordt tijdens de zitting van de provincieraad bijzonder met redenen omkleed.

§ 4. De interpellant stelt zijn vraag in de openbare vergadering op verzoek van de voorzitter van de raad met inachtneming van de regels m.b.t. het nemen van het woord binnen de vergadering en binnen de in § 3 toegestane tijd.

Er wordt door het college geantwoord overeenkomstig de beslissing tot organisatie van de werken die bepaald is door het bureau.

De interpellant beschikt over 2 minuten om te repliceren voor de definitieve afsluiting van het agendapunt.

§ 5. De interpellaties, vragen en antwoorden bedoeld in dit artikel worden bekendgemaakt in het provinciaal bulletin en worden on-line geplaatst op de website van de provincie."

**Art. 50.** In artikel L2212-35, § 1, lid 1, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "die het bestuur van de provincie betreffen" vervangen door de woorden "die onder de beslissings- of adviesbevoegdheid van het provinciecollege of de provincieraad vallen voor zover die bevoegdheid een aangelegenheid betreft die op het provinciaal grondgebied slaat".

**Art. 51.** Artikel L2212-39 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 8 december 2005 en gewijzigd bij het decreet van 8 juni 2006, wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1 wordt het eerste lid vervangen als volgt :

"Het raadslid dat tijdens de legislatuur uit zijn politieke fractie ontslag neemt, is van rechtswege ontslagnemend van alle mandaten die hij onder afgeleide titel uitoefende zoals bepaald in artikel L5111-1. De behoorlijk ondertekende akte van ontslag wordt aan de voorzitter of diens plaatsvervanger overgemaakt. Die akte wordt bij de eerstvolgende vergadering aan de leden van de provincieraad medegedeeld. Het ontslag treedt in werking op deze datum en de notulen van de zitting van de provincieraad maken er gewag van. Een uittreksel van de notulen wordt betekend aan de instellingen waarin het lid zoals omschreven in artikel L5111-1 zitting heeft."

2° in § 1 wordt een lid, luidend als volgt, ingevoegd tussen het tweede en het derde lid :

"Het raadslid dat tijdens de legislatuur uit zijn politieke fractie wordt uitgesloten, wordt van rechtswege van alle mandaten die hij onder afgeleide titel uitoefende, ontheven, zoals bepaald in artikel L5111-1. De akte van uitsluiting is rechtsgeldig als hij ondertekend wordt door de meerderheid der leden van die fractie en medegedeeld wordt aan de voorzitter of diens plaatsvervanger. Die akte wordt bij de eerstvolgende vergadering aan de leden van de provincieraad medegedeeld. De uitsluiting treedt in werking op deze datum en de notulen van de zitting van de provincieraad maken er gewag van. Een uittreksel van de notulen wordt betekend aan de instellingen waarin het lid zoals omschreven in artikel L5111-1 zitting heeft."

3° in § 5 vervallen de woorden "in de gevallen bedoeld in de artikelen L2212-42, §§ 3, 4 en 5, en L2212-44."

**Art. 52.** In artikel L2212-42 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij decreet van 8 december 2005, worden §§ 1 en 2 vervangen als volgt :

« § 1. Als verhinderd wordt de provinciaal gedeputeerde beschouwd, die het ambt van minister, staatssecretaris, lid van een Gewestregering of gewestelijk staatssecretaris uitoefent tijdens de uitoefening van dat ambt.

Als verhinderd wordt ook beschouwd, de provinciaal gedeputeerde die een verlof neemt overeenkomstig artikel L2212-9.

§ 2. De afwezige of verhinderde provinciaal gedeputeerde wordt voor de ontstentenis- of verhinderingsperiode op de voordracht van het college vervangen door een raadslid aangewezen door de raad onder de raadsleden van de politieke fractie waartoe hij behoort. Bij ontstentenis kan hij vervangen worden door een raadslid afkomstig van een andere politieke fractie gebonden bij het meerderheidspact.

Voor de toepassing van die regel wordt rekening gehouden met de onverenigbaarheden vermeld in artikel L2212-74.

De afwezige of verhinderde provinciaal gedeputeerde wordt onder de voorwaarden bepaald bij artikel L2212-40, § 2, tweede lid, vervangen door een buiten de raad gekozen provinciaal gedeputeerde behorend tot dezelfde politieke fractie als alle leden van het college en alle raadsleden die behoren tot de politieke fracties gebonden door het meerderheidspact, van hetzelfde geslacht zijn."

**Art. 53.** In artikel L2212-74 worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 wordt toegevoegd : een « 15° : de bloed- of aanverwanten tot en met de tweede graad, of in de echt verbonden zijn of wettelijk samenwonen.";

2° in § 2, lid 4, worden volgende zinnen toegevoegd :

« De verkozene die in de omstandigheden bedoeld in de leden 1 tot 3 niet geïnstalleerd wordt, behoudt het recht om de eed later af te leggen.

Hij wordt vervangen door het plaatsvervangend raadslid dat in nuttige orde op de lijst gerangschikt is waarop hij verkozen werd.

Wanneer de onverenigbaarheid ophoudt, wordt laatstgenoemde als eerste opvolger gerangschikt. »;

3° een § 3 wordt ingevoegd, luidend als volgt :

"Aanverwantschap die later tot stand komt onder de leden van de raad, heeft geen verval van hun mandaat als gevolg.

De aanverwantschap wordt geacht op te houden bij overlijden van de persoon door wie zij tot stand is gekomen."

**Art. 54.** In artikel L2212-76, § 3, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 8 december 2005, worden de woorden "tot en met de vierde graad" vervangen door de woorden "tot en met de tweede graad".

**Art. 55.** In artikel L2212-77, § 4, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 8 december 2005, worden de woorden "tot en met de derde graad" vervangen door de woorden "tot en met de tweede graad".

**Art. 56.** In artikel L2223-5, § 2, van hetzelfde Wetboek worden de leden 3 en 4 vervangen door volgende tekst :

"De provincieraad wijst de leden van de raad van bestuur van het autonome provinciebedrijf aan. Ze mogen in aantal één vijfde van de provincieraadsleden niet overschrijden.

De bestuurders die de provincie vertegenwoordigen, worden naar evenredigheid van de provincieraad aangewezen overeenkomstig de artikelen 167 en 168 van het Kieswetboek. Elke democratische politieke fractie die niet vertegenwoordigd is overeenkomstig de proportionele vertegenwoordigingsregel heeft recht op een zetel. In dat geval krijgt de meerderheid in haar geheel een aantal zetels dat gelijk is aan het aantal zetels in overtal toegewezen aan de politieke fracties die geen deel uitmaken van het meerderheidspact. In dat geval is de beperking van een maximumaantal bestuurders zoals vastgesteld in vorig lid niet van toepassing.

Bij de berekening van die evenredigheid wordt geen rekening gehouden met genoemde politieke groep(en) die niet zou(den) voldoen aan de beginselen van de democratie verwoord, onder andere, door het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, de aanvullende protocollen bij dit Verdrag van kracht in België, de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de Tweede Wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd of van elke andere vorm van genocide, noch met degenen die bestuurder van een vereniging waren op het ogenblik van de feiten naar aanleiding waarvan ze veroordeeld werd wegens één van de overtredingen bepaald bij de wet van 30 juli 1981 of de wet van 23 maart 1995."

**Art. 57.** In artikel L2223-13 van hetzelfde Wetboek wordt § 1 vervangen als volgt :

"§ 1. In de aangelegenheden die overeenkomstig artikel L2212-32 tot de bevoegdheid van de provincie behoren, kan de provincie (of kunnen meerdere provincies) een VZW of een andere vereniging oprichten of in de kosten ervan tegemoetkomen alleen maar als de volgende voorwaarden zijn vervuld."

**Art. 58.** Artikel L2223-14 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"Art. L2223-14. § 1. De provincieraad benoemt de vertegenwoordigers van de provincie in de VZW's waarvan één of meerdere provincies lid zijn. Hij kan die mandaten intrekken.

Hij draagt eveneens de kandidaten voor de mandaten voor die overeenkomstig de statuten aan de provincie voorbehouden zijn in de andere beheers- en controleorganen.

De bestuurders die de provincie vertegenwoordigen behoren tot de beide geslachten. Ze mogen in aantal één vijfde van de provincieraadsleden niet overschrijden.

De bestuurders die de provincie vertegenwoordigen, worden naar evenredigheid van de provincieraad aangewezen overeenkomstig de artikelen 167 en 168 van het Kieswetboek.

De bestuurders die de provincie vertegenwoordigen, worden, indien de VZW slechts één provincie telt, aangewezen naar evenredigheid van de provincieraad overeenkomstig de artikelen 167 en 168 van het Kieswetboek en, indien de VZW meer dan één provincie telt, naar evenredigheid van de gezamenlijke provincieraaden van de verenigde provincies overeenkomstig de artikelen 167 en 168 van het Kieswetboek zonder inachtneming van de fractie(s) die de beginselen van de democratie niet in acht neemt (nemen), zoals, onder anderen, verwoord door Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, de wet van 167 juli 168 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en de wet van 30 maart 1981 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de Tweede Wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd of welke andere genocide ook.

§ 2. Indien de statuten de meerderheid van de mandaten in de beheers- en controleorganen aan de provincie toewijst, heeft elke democratische politieke fractie die niet vertegenwoordigd is overeenkomstig de regel van de evenredige vertegenwoordiging bedoeld in § 1 recht op één zetel. In dat geval krijgt de meerderheid in haar geheel een aantal zetels dat gelijk is aan het aantal zetels in overtal toegewezen aan de politieke fracties die geen deel uitmaken van het meerderheidspact.

§ 3. Indien meerdere provincies lid zijn van een VZW en de provincies over de meerderheid der stemmen beschikken, heeft elke democratische politieke fractie die over minstens één verkozenen beschikt in één van de verenigde provincies en over minstens één verkozenen in het Waals Parlement en die niet vertegenwoordigd is overeenkomstig de regel van de evenredige vertegenwoordiging bedoeld in § 1 recht op één zetel in overtal.

Die bijkomende zetel maakt de aldus aangewezen bestuurder hoe dan ook stemgerechtigd.

"§ 4. De op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit decreet bestaande VZW's brengen hun statuten tegen 30 juni 2013 in overeenstemming met de bepalingen van dit decreet."

**Art. 59.** In artikel L3122-2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 22 november 2007, wordt een 8° ingevoegd, luidend als volgt :

"8° de aanvankelijke installatie of ten gevolge van de goedkeuring van een collectieve motie van wantrouwen van de O.C.M.W.-raadsleden of iedere individuele vervanging."

**Art. 60.** In artikel L3221-1, 3°, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "in voorkomend geval, het e-mailadres" ingevoegd tussen de woorden "het adres" en "en het telefoonnummer".

**Art. 61.** In het enig hoofdstuk, Titel II van Boek II, van hetzelfde Wetboek wordt een artikel L3221-3 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. L3221-3. § 1. Een gemeentelijke of provinciale nieuwsbrief voor de verspreiding van informatie van plaatselijk of provinciaal belang kan worden uitgegeven op initiatief van de gemeenteraad of de provincieraad. De gemeenteraad kan met instemming van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn beslissen een gemeenschappelijke nieuwsbrief van zowel gemeente als O.C.M.W. uit te geven.

§ 2. Naast de mededelingen van de leden van het gemeente- of provinciecollege in de uitoefening van hun ambt heeft elke democratische politieke fractie, als een fractie spreekruimte krijgt in een gemeentelijke of provinciale nieuwsbrief, naar evenredigheid dezelfde spreekruimte, zonder inachtneming van de fractie(s) die de beginselen van de democratie niet in acht neemt (nemen), zoals, onder anderen, verwoord door Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de Tweede Wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd of welke andere genocide ook. Die spreekruimte wordt bepaald volgens de regels en voorwaarden bepaald in het huishoudelijk reglement van de gemeenteraad of de provincieraad."

**Art. 62.** In artikel L3231-3 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 16 maart 2006 wordt 3° aangevuld als volgt: « of herhaald wordt ».

**Art. 63.** In artikel L3231-5, § 1, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 16 maart 2006 worden de woorden "opgericht bij de wet van 11 april 1994 betreffende de openbaarheid van bestuur" vervangen door de woorden "opgericht bij artikel 8 van het decreet van 30 maart 1995 betreffende de openbaarheid van bestuur in het Waalse Gewest".

**Art. 64.** Artikel L4121-2 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

« Van het kiesrecht zijn voorgoed uitgesloten en tot de stemming mogen niet worden toegelaten zij aan wie het stemrecht levenslang ontzegd werd. »

**Art. 65.** In artikel L4121-3 van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1 wordt 2° vervangen als volgt:

« 2° zij aan wie het stemrecht door een veroordeling tijdelijk ontzegd werd »;

2° de §§ 4 en 5 vervallen.

**Art. 66.** Artikel L4124-1, § 1, van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een lid luidend als volgt:

"De bepalingen van het voorgaande lid zijn van toepassing op de verkiezingen bedoeld in de artikelen L1112-1 en L1112-2."

**Art. 67.** In artikel L4142-30, § 3, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "de Minister van Binnelandse aangelegenheden" vervangen door de woorden "de Regering".

**Art. 68.** In hetzelfde Wetboek wordt artikel L4145-14 waarvan de huidige tekst § 1 zal vormen, aangevuld met een § 2, luidend als volgt:

"§ 2. Bij gebrek aan plaatsvervangers wordt in één of meer zetels in de raad voorzien. De verkiezing geschiedt volgens de bepalingen van de artikelen L4145-5 en volgende. Het nieuwe raadslid voert het mandaat van degene wiens plaats hij inneemt uit en voleindigt het."

**Art. 69.** De wijzigingen in het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie bij de artikelen 64 en 65 van dit decreet zijn niet van toepassing op daders van inbreuken waarvoor een definitieve veroordeling tot stand is gekomen op datum van 15 april 2009.

**Art. 70.** De projectverenigingen, de intercommunales, de autonome gemeentebedrijven en de autonome provinciebedrijven die op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit Wetboek reeds bestonden en die onder het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisering vallen brengen hun statuten in overeenstemming met dit decreet voor 3 december 2012 onverminderd volgend lid.

De toepassing van de artikelen 28, 37, 43 en 56 gebeurt gelijktijdig met de installatie van de nieuwe raden van bestuur ten gevolge van de gemeenteraads- en provincieraadsverkiezingen van 14 oktober 2012.

**Art. 71.** Artikel 59 treedt in werking op 3 december 2012.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 26 april 2012.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,  
A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,  
J.-C. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,  
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,  
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,  
C. DI ANTONIO

—  
Nota

(1) Zitting 2011-2012.

Stukken van het Waals Parlement, 567 (2011-2012). Nrs. 1 tot 15.

Volledige bespreking, openbare vergadering van 25 april 2012.

Bespreking.

Stemming.